

RAPPORT SEMESTRIEL
30 JUIN 2004



HALF YEAR REPORT
30 JUNE 2004



SOMMAIRE / TABLE OF CONTENTS

Principales données financières / Financial highlights	2/3
Rapport d'activité semestriel / Interim financial review	4/5
Comptes semestriels consolidés / Interim consolidated financial statements	12/13

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

AU 30 JUIN 2004

(en millions d'euros)

	Comptes consolidés				
	1 ^{er} semestre 2000	1 ^{er} semestre 2001	1 ^{er} semestre 2002	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2004
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 611	4 440	3 733	3 023	2 970
CHARGES D'EXPLOITATION	2 390	4 171	3 723	2 942	2 990
RESULTAT D'EXPLOITATION					
Montant	221	269	10	81	(20)
%	8,5%	6,1%	0,3%	2,7%	(0,7%)
RESULTAT NET (part du Groupe)	95	111	(256)	(90)	(135)
RENTABILITE NETTE	3,6%	2,5%	(6,9%)	(3,0%)	(4,5 %)
RESULTAT PAR ACTION					
- Nombre moyen d'actions retraité	96 763 804	126 766 449	126 366 859	125 571 779	132 290 268
- Résultat net dilué (part du Groupe) en euros	0,98	0,88	(2,04)	(0,72)	(1,03)
TRESORERIE NETTE (au 30 juin)	(268)	362	247	419	(4)
NOMBRE TOTAL DE COLLABORATEURS (au 30 juin)	55 387	60 254	55 497	49 411	55 171

FINANCIAL HIGHLIGHTS

AT JUNE 30, 2004

(in millions of euros)

	Consolidated accounts				
	First half 2000	First half 2001	First half 2002	First half 2003	First half 2004
OPERATING REVENUE	2,611	4,440	3,733	3,023	2,970
OPERATING EXPENSES	2,390	4,171	3,723	2,942	2,990
OPERATING INCOME					
Amount	221	269	10	81	(20)
%	8.5%	6.1%	0.3%	2.7%	(0.7%)
NET INCOME/(LOSS)	95	111	(256)	(90)	(135)
NET MARGIN	3.6%	2.5%	(6.9%)	(3.0%)	(4.5%)
EARNINGS/(LOSS) PER SHARE					
- Adjusted average number of shares	96,763,804	126,766,449	126,366,859	125,571,779	132,290,268
- Diluted net income/(loss) per share in €	0.98	0.88	(2.04)	(0.72)	(1.03)
NET CASH AND CASH EQUIVALENTS (at June 30)	(268)	362	247	419	(4)
TOTAL NUMBER OF EMPLOYEES (at June 30)	55,387	60,254	55,497	49,411	55,171

RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL

L'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2004

Premier fruit de la réorientation et des restructurations du Groupe, le chiffre d'affaires progresse de 0,8 % à taux de change et périmètre constants par rapport au deuxième semestre 2003 et s'établit à 2 970 millions d'euros. A taux et périmètre courants, (en incluant donc l'impact de l'intégration de Transiciel), il progresse de 8,8 %. L'effectif au 30 juin 2004 s'établit à 55 171 personnes contre 55 576 au 1er janvier 2004.

Les mesures mises en œuvre par le Groupe pour relancer la dynamique commerciale – notamment la campagne de communication – lui ont permis de tirer parti de l'amélioration de certains marchés et d'enregistrer un niveau record de commandes : les signatures de contrats se sont élevées à 5,9 milliards d'euros (dont le contrat TXU pour près de 3 milliards d'euros) contre 3,7 milliards d'euros au premier semestre 2003. Le carnet de commandes du Groupe atteint 12,6 milliards d'euros au 30 juin, à comparer aux 6,1 milliards d'euros au 30 juin 2003, sachant que les contrats d'infogérance contribuent pour l'essentiel à ce bond en avant. La visibilité du Groupe sur l'activité des prochains exercices est meilleure et l'augmentation du chiffre d'affaires au second semestre justifiera l'investissement commercial des premiers mois de l'année.

Au premier semestre, la croissance de l'assistance technique de proximité et de l'infogérance a compensé le léger recul séquentiel enregistré par les activités projets et conseil. Un nombre anormalement élevé de dépassements sur projets – qu'expliquent les très difficiles conditions du marché en 2002 et 2003 – a affecté la rentabilité du portefeuille de projets d'intégration de systèmes.

Dans ce contexte, le Groupe a enregistré au 30 juin 2004 une perte d'exploitation de 20 millions d'euros (soit une marge de -0,7 % contre 2,7 % au premier semestre 2003), l'amélioration sensible de la performance au second trimestre n'ayant pas compensé l'effet d'un début d'année difficile.

Analyse par métiers et par pays

Dans l'activité Infogérance, le positionnement stratégique sur l'infogérance de transformation continue de porter ses fruits, comme en atteste la signature au printemps 2004 du contrat TXU qui fait suite à celle du contrat Inland Revenue fin 2003. Toutefois, l'obtention de ces contrats a exigé d'importants efforts commerciaux alors que leurs effets sur la croissance et la rentabilité ne se feront sentir qu'au fur et à mesure de leur montée en puissance. A noter que la contribution de l'Infogérance au chiffre d'affaires du Groupe (28 % au 30 juin 2004) devrait significativement augmenter au second semestre avec l'entrée en production en particulier des contrats TXU et Inland Revenue, dont la phase de transition s'est achevée avec succès.

Dans l'activité Conseil (18 % du chiffre d'affaires au premier semestre), les premiers signes de reprise apparus en début d'année se sont confirmés au cours du semestre : demande plus soutenue, stabilisation voire légère remontée des prix, amélioration du taux d'utilisation à 64 % contre à peine plus de 60 % au premier semestre 2003. C'est dans le Conseil que la hausse du taux de rotation des effectifs est la plus marquée (près de 25 % sur une base annuelle au premier semestre contre 18 % durant le premier semestre 2003), affectant la rentabilité de cette activité, particulièrement en Amérique du Nord.

L'activité Technologie (37 % du chiffre d'affaires) reste soumise à une pression sur les prix et à un environnement concurrentiel marqué par un recours accru aux ressources « off shore ». A ces facteurs externes s'ajoute l'incidence de la « remise à niveau » d'un certain nombre de contrats signés au cours de ces dernières années contribuant en particulier à la dégradation de la performance au Royaume-Uni et en Amérique du Nord sur la période. Enfin, les coûts de structure ne sont pas encore totalement en adéquation avec les nouvelles conditions du marché.

Enfin, dans l'activité d'Assistance Technique de Proximité, l'intégration de Transiciel s'est déroulée conformément aux attentes et le pôle Sogeti-Transiciel (17 % du chiffre d'affaires du Groupe) est en croissance de 5,1 % par rapport au second semestre 2003. Avec un taux d'utilisation des ressources en progression, cette activité réalise toujours la meilleure rentabilité opérationnelle de l'ensemble et affiche de fortes ambitions de croissance.

L'analyse par zone géographique montre une évolution contrastée du chiffre d'affaires entre le premier semestre 2004 et le second semestre de l'an dernier. L'ensemble des pays européens (76 % de l'activité du Groupe) a renoué avec la croissance (+5,2 % à taux et périmètre constants), tandis que l'Amérique du Nord (22 % de l'activité du Groupe) a enregistré une décroissance de 10,8 % sur ces mêmes bases.

La dégradation de la performance opérationnelle du Groupe au premier semestre est due principalement :

- au poids des investissements commerciaux consentis, en particulier pour la négociation (souvent longue et complexe) des grands contrats que le Groupe a gagnés ou perdus au cours du premier semestre
- A l'identification et à l'enregistrement de dépassements importants sur plusieurs contrats conclus en 2001 et 2002 à des conditions qu'il s'est avéré difficile de respecter
- Aux dépenses occasionnées par l'adoption d'un nouveau nom et d'un nouveau logo pour le Groupe et par la campagne publicitaire qui l'a accompagnée au plan mondial
- A la forte dégradation des résultats opérationnels de la zone Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, du Royaume-Uni.

INTERIM FINANCIAL REVIEW

FIRST HALF 2004 BUSINESS REVIEW

Marking a first result of the Group's refocusing and restructuring, revenues were up 0.8% on a like-for-like basis compared to the second half of 2003, coming to €2,970 million. At current exchange rate and perimeter, therefore including the impact of the Transiciel acquisition, revenues rose 8.8%. At June 30, 2004 the Group had 55,171 employees, down from 55,576 at January 1, 2004.

The measures implemented by the Group to boost its sales momentum, in particular an advertising campaign, have allowed it to benefit from the turnaround in certain markets, driving the order book to record levels. New contracts were signed for a total amount of €5.9 billion (including the TXU contract close to €3 billion), as opposed to €3.7 billion in first half 2003. The Group's order book totaled €12.6 billion at June 30, 2004, compared to €6.1 billion a year earlier. Outsourcing contracts accounted for the bulk of this surge. The Group now has better visibility concerning its business for the coming years, and revenue growth in the second half of 2004 will bear out the appropriateness of the investment in sales in the early months of the year.

In the first half, expansion in Local Professional Services and Outsourcing offset the slight sequential decline in Project and Consulting revenues. There was an abnormally high number of cost overruns on projects signed in the difficult markets of 2002 and 2003, and the profitability of systems integration projects suffered as a result.

Consequently, the Group recorded a €20 million operating loss for the six months to June 30, 2004, as the sharp upturn in the second quarter proved insufficient to offset the effects of a difficult start to the year. Operating margin came to -0.7% versus 2.7% in the first half of 2003.

Review by business and country

In Outsourcing, the strategic repositioning on transformational outsourcing continues to bear fruit, with the signing of the TXU deal in April 2004, following the one of Inland Revenue at the end of 2003. However, winning these contracts required a tremendous sales effort while their positive impact on top line and profitability will be felt progressively as the projects ramp up. This business should see its contribution to Group revenues (28% as of June 30, 2004) rise substantially in the second half of the year, as the production phases begin in particular for the TXU and Inland Revenue contracts. The transition phase for these two contracts has been successfully completed.

In the Consulting business (18% of Group's revenues as of June 30, 2004), the early signs of an upturn noted at the beginning of the year were confirmed in the following months. Demand was more sustained, prices bottomed out and even rose slightly, the staff utilization rate climbed to 64%, compared to barely 60% in the first half of 2003. The increase in attrition rates was the highest in Consulting, reaching nearly 25% on an annual basis in first half 2004, compared to 18% in first half 2003, dragging down the profitability of this business, especially in North America.

The Technology business, which accounted for 37% of revenues, remains subject to strong price pressure and to a competitive environment marked by an increasing use of offshore resources. In addition to these external factors, the Group performance was hampered by overruns on a number of projects signed in the difficult market conditions over the last few years, with in particular a negative impact on the performance of the North American and British operations. Also, the cost structure is still not fully in line with the new market conditions.

In the Local Professional Services business, Transiciel was integrated according to plan and this activity which accounted for 17% of Group revenue has grown 5.1% as compared to second half 2003. The staff utilization rate continued to improve and this business still today records the highest operating profitability and is looking forward to ambitious levels of growth.

The analysis by geographic area shows a contrast in the evolution of revenue between the first half of 2004 and the second half 2003. All European countries which account for 76% of the Group's activity resumed growth (+5.2% at constant rates and perimeter) while the activity of North America, which accounts for 22% of the Group's activity, decreased by 10.8% on the same basis.

The deterioration in Group's performance during the first half of the year is mainly due to :

- the heavy commercial investment required to submit proposals (an often long and complex process) for the major mandates that the Group won or lost in the first half of the year;
- the identification and booking of significant overruns on a number of contracts signed in 2001 and 2002 with terms that have proved difficult to meet;
- the expenses incurred for the name change and the corresponding worldwide branding campaign;
- the sharp fall in operating performance of the North American operations and, to a lesser extent, in the United Kingdom.

En Amérique du Nord, du fait d'un début d'année difficile, de lourdes pertes de production enregistrées sur des projets signés entre 2001 et 2003, et d'une augmentation sensible du taux de rotation des effectifs, le Groupe a enregistré au premier semestre une perte de 32 millions d'euros, soit 4,8 % du chiffre d'affaires, contre un profit de 13 millions d'euros au second semestre 2003. Les mesures prises après le remplacement du responsable de cette région – renforcement de l'équipe de Direction, contrôles plus stricts, en particulier des dépenses commerciales et surtout de la production et réorganisation des canaux commerciaux – devraient porter leurs fruits au second semestre.

Au Royaume-Uni, l'effet combiné de l'investissement commercial dans l'infogérance et des dépassements sur projets dans l'intégration de systèmes ont conduit à enregistrer une perte opérationnelle de 9 millions d'euros au premier semestre 2004 (contre un profit de 21 millions d'euros dans la deuxième moitié de 2003).

La performance des opérations en Europe continentale est contrastée; on constate un tassement de la profitabilité au Benelux du fait essentiellement d'un début d'année difficile suivi par un redressement en fin de semestre; la région nordique enregistre un résultat opérationnel déficitaire en grande partie imputable au coût de l'effort commercial relatif à l'infogérance; enfin, on note une amélioration de la performance de nos opérations en France et en Europe du Sud.

ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDÉS ET DES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le compte de résultat consolidé

- **Le chiffre d'affaires** du premier semestre s'élève à 2 970 millions d'euros contre 3 023 millions d'euros au premier semestre 2003, soit une baisse de 1,8 % à taux et périmètre courants et de 7,1 % à taux et périmètre constants. Comparée au second semestre 2003, l'activité est maintenant stabilisée (+0,8 % à taux et périmètre constant ; +8,8 % à taux et périmètre courants, incluant Transiciel pour un montant de 256 millions d'euros).

La répartition géographique du chiffre d'affaires (cf Note 16 des « Notes sur les comptes semestriels consolidés ») est sensiblement modifiée par rapport au premier semestre 2003 du fait de l'intégration de Transiciel, qui accroît le poids des opérations européennes et plus particulièrement françaises (25 % du chiffre d'affaires consolidé contre 19 % au premier semestre 2003). Par voie de conséquence, le poids de l'Amérique du Nord est en diminution (22 % du chiffre d'affaires consolidé contre 31 % au premier semestre 2003), reflétant de surcroît l'effet combiné de l'évolution de l'activité et celle du dollar face à l'euro.

L'intégration de Transiciel accroît également la part de l'assistance technique de proximité, qui représente 17 % du chiffre d'affaires contre 8 % au premier semestre 2003.

- **Le résultat d'exploitation** (dont la répartition par géographie figure en Note 16 des « Notes sur les comptes semestriels consolidés ») est une perte de 20 millions d'euros incluant un profit de 13 millions d'euros émanant de Transiciel, soit -0,7 % du chiffre d'affaires, à comparer à une marge d'exploitation de 2,7 % au premier et au deuxième semestre 2003.
- **Le résultat financier** s'établit à -12 millions d'euros contre -5 millions d'euros au premier semestre 2003, variation essentiellement imputable à l'endettement de Transiciel.

- **Les autres produits et charges (net)** s'élèvent à -62 millions d'euros contre -105 millions d'euros au premier semestre 2003 et sont principalement composés de:

- 52 millions d'euros de coûts de restructuration dont 40 millions d'euros de coûts de réductions d'effectifs, et 12 millions d'euros relatifs aux coûts de rationalisation du parc immobilier,
- une charge de 6 millions d'euros relative à la cession à un établissement de crédit d'un complément de créance de « carry-back » (voir ci-dessous).

- **La charge d'impôt** du premier semestre 2004 qui s'élève à 17 millions d'euros recouvre des impôts sur résultats bénéficiaires, notamment au Canada et en Allemagne, des impôts forfaitaires supportés principalement aux Etats-Unis et en Italie, la reconnaissance d'impôts différés passifs en Allemagne sur des différences temporaires et la dépréciation partielle du solde d'impôts différés actifs au Japon au 31 décembre 2003.

A noter que la société Cap Gemini SA a cédé le 28 juin 2004 à un établissement de crédit, pour un montant de 33 millions d'euros, une créance complémentaire de carry-back constatée pour un montant de 39 millions d'euros, résultant d'un accroissement des bénéfices d'imputation sur lesquels a été reporté le déficit fiscal français généré au titre de l'exercice 2002, le produit d'impôt courant afférent étant compensé par la diminution des impôts différés actifs nets reconnus en France.

- Après prise en compte du résultat des sociétés mises en équivalence, des intérêts minoritaires et de l'amortissement des écarts d'acquisition (23 millions d'euros), **le résultat net part du Groupe** s'élève à -135 millions d'euros (contre -90 millions au premier semestre 2003). Au 30 juin 2004, le résultat net dilué par action s'élève à -1,03 euros sur la base de 132 290 268 actions, contre -0,72 euros au 30 juin 2003 sur la base de 125 571 779 actions.

In North America, due to a difficult start at the beginning of 2004, too heavy operating losses on contracts signed between 2001 and 2003 and to a significant increase in staff attrition, the Group recorded a loss of €32 million representing 4.8% of revenue for the first half versus a €13 million profit in the second half of 2003. The steps taken after replacing the region's manager – strengthening the management team, closer control, in particular with respect to marketing expenses and production, and reorganization of marketing drives – are expected to bear fruit in the second half.

In the United Kingdom, the combined effect of marketing investment in the outsourcing business and cost overruns in systems integration projects led to an operating loss of €9 million in the first half of 2004, versus a profit of €21 million in the second half of 2003.

Performance was mixed in continental Europe. A down turn in the profitability of Benelux essentially due to a difficult start in 2004 was followed by an improvement at the end of the first half. The Nordic region recorded negative operating income mainly due to the marketing cost of outsourcing while France and Southern Europe improved their performance.

COMMENTS ON THE FINANCIAL STATEMENTS OF THE GROUP AND THE PARENT COMPANY

Consolidated statement of income

- **Revenues** for first half 2004 amounted to 2,970 million, reflecting a 1.8% contraction on a published basis from the year-earlier figure of €3,023 million, and a 7.1% decline on a like-for-like basis. Compared to second half 2003, the activity has now stabilized, with 0.8% growth on a like-for-like basis and 8.8% on a published basis, including Transiciel revenues for €256 million. The geographical breakdown of revenues (see Note 16 of the Notes to the Interim Consolidated Financial Statements) has changed significantly compared to the first half of 2003 as a result of integrating Transiciel. This acquisition has increased the weight of European, and particularly French operations, which now account for 25% of consolidated revenues versus 19% in the first half of 2003. As a result, the contribution of North America has dropped to 22% of consolidated revenues, against 31% in first half 2003, reflecting both the decline in activity and the unfavorable dollar-to-euro exchange rate. The Transiciel acquisition has also bolstered the share of local professional services, which now generate 17% of revenues against 8% in first half 2003.
- The Group's **operating result** (the breakdown of which is provided in Note 16 of the Notes to the Interim Consolidated Financial Statements) was a €20 million operating loss, in which is included a €13 million profit from Transiciel yielding operating margin of -0.7% compared to +2.7% in the first and second halves of 2003.
- The Group had **net interest expense** of €12 million in first half 2004, compared to €5 million for the year-earlier period. The change was mainly attributable to taking on Transiciel debt.
- For first half 2004, the Group had **net other expenses** of €62 million, compared to €105 million in first half 2003, mainly comprising:
 - €52 million in restructuring costs, including €40 million of downsizing costs, and €12 million stemming from the streamlining of real estate assets,
 - a €6 million charge related to the sale to a credit institution of an additional carryback tax credit (see below).
- **Income tax** for first half 2004 was €17 million and related to tax payable on profits, particularly in Canada and Germany; tax not based on taxable income, mainly the United States and Italy; the recognition of deferred tax liabilities on temporary differences in Germany, and the partial write-down of deferred tax assets in Japan at December 31, 2003. On June 28, 2004, Cap Gemini SA sold to a credit institution for €33 million an additional carry-back tax credit which the company had recognized in the amount of €39 million. This carry-back tax credit resulted from an increase in taxable income which allowed the utilization of the French tax loss generated for fiscal 2002, with the corresponding current tax credit being set off against net deferred tax assets recognized in France.
- After taking into account the Group's equity in the results of affiliates, minority interests and goodwill amortization in the amount of €23 million, the Group recorded a €135 million **net loss**, versus a €90 million loss in the first half of 2003. For the six months to June 30, 2004, the diluted loss per share was €1.03 based on 132,290,268 shares, against a diluted loss of €0.72 per share in first half 2003, based on 125,571,779 shares.

Le bilan consolidé

- **La situation nette de l'ensemble consolidé** (capitaux propres et intérêts minoritaires) s'établit à 3 268 millions d'euros, soit une diminution de 83 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2003, qui résulte des mouvements suivants :
 - résultat net consolidé part du Groupe des six premiers mois de l'exercice, -135 millions d'euros,
 - variation de la réserve de conversion, +38 millions d'euros, qui traduit principalement l'évolution du dollar américain et de la livre sterling par rapport à l'euro,
 - augmentation de capital, +8 millions d'euros, destinée à payer en actions Capgemini l'acquisition de 3,39% d'intérêts supplémentaires dans la société Transiciel le 28 janvier 2004,
 - et pour le solde, cession sur le marché des actions retournées à Cap Gemini S.A. par des anciens associés d'Ernst & Young devenus salariés du Groupe.
- **Les actifs à long terme** s'établissent à 3 158 millions d'euros au 30 juin 2004 soit une hausse de 79 millions d'euros par rapport au solde du 31 décembre 2003 qui résulte principalement des mouvements suivants :
 - la reconnaissance de +29 millions d'euros d'écart d'acquisition relatifs à la société Logimatik (en Suisse) et au groupe Drägerwerk AG (en Allemagne) et de +21 millions d'euros supplémentaires relatifs à la société Transiciel,
 - l'acquisition (nette des cessions) d'immobilisations corporelles et incorporelles (100 millions d'euros), principalement au Royaume-Uni (42 millions d'euros), au Benelux (22 millions d'euros), aux Etats-Unis (13 millions d'euros), en Europe Centrale (12 millions d'euros), et en France (10 millions d'euros),
 - l'apport des immobilisations corporelles et incorporelles de Drägerwerk AG pour 11 millions d'euros,
 - l'amortissement total de la période (109 millions d'euros), dont 86 millions d'euros relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles, et 23 millions relatifs aux écarts d'acquisition,
 - la diminution des actifs d'impôts différés à long terme hors effet de conversion (25 millions d'euros) qui provient essentiellement de l'utilisation de 39 millions d'euros de déficits reportables en France du fait du carry-back.
 - l'effet de la conversion des actifs à long terme en devises pour +49 millions d'euros (dont 10 millions d'euros sur l'impôt différé actif à long terme).
- **Les créances d'exploitation nettes**, principalement composées des comptes clients et comptes rattachés, s'élèvent à 1 532 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 1 411 millions d'euros au 31 décembre 2003. Au 30 juin 2004, ces derniers représentent 89 jours de chiffre d'affaires (contre 85 jours de chiffre d'affaires au 31 décembre 2003, et 85 jours de chiffre d'affaires au 30 juin 2003).
- **Les dettes d'exploitation nettes**, principalement composées des fournisseurs et comptes rattachés, du personnel ainsi que des impôts et taxes, s'élèvent à 1 421 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 1 384 millions d'euros au 31 décembre 2003.
- **L'endettement net consolidé** au 30 juin 2004 ressort à 4 millions d'euros contre une trésorerie nette de 266 millions d'euros au 31 décembre 2003, la variation s'expliquant essentiellement par :
 - un flux de trésorerie d'exploitation négatif de 133 millions d'euros, résultant lui-même :
 - d'une capacité d'autofinancement positive de 28 millions d'euros intégrant l'effet de la cession à un établissement de crédit de la créance de report en arrière des déficits fiscaux en France (« carry-back ») pour 33 millions d'euros,
 - et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement à hauteur de 161 millions d'euros qui s'explique essentiellement par :
 - la diminution des dettes de personnel (due principalement aux décaissements des indemnités de licenciement et de la part variable de la rémunération 2003)
 - l'augmentation des créances d'exploitation nettes, en grande partie compensée par l'augmentation des dettes d'exploitation
 - un flux de trésorerie d'investissement négatif de 121 millions d'euros lié essentiellement à des Investissements de nature opérationnelle.

Passage aux IAS/IFRS

Les travaux entrepris courant 2003 visant à préparer le Groupe au passage au 1er janvier 2005 aux normes IAS/IFRS se poursuivent conformément au calendrier initial. Après l'identification des divergences entre les principes comptables français appliqués au Groupe et les normes IAS/IFRS et les études d'impact corrélatives, les opérations de retraitement des comptes 2004 (ouverture au 1er janvier 2004 – date de transition – et au 30 juin 2004) notamment destinées à la présentation des comparatifs lors des publications 2005 sont en cours de réalisation ainsi que les opérations de mise à niveau des systèmes et procédures administratives et comptables. En parallèle des actions de formation sont menées au sein des équipes financières.

Consolidated balance sheet

- At June 30, 2004, consolidated **shareholders' equity including minority interests** stood at €3,268 million. The €83 million decrease compared with the December 31, 2003 figure was due to:
 - inclusion of the first half net loss of €135 million,
 - a €38 million increase in translation adjustments, primarily due to movements in the US dollar and pound sterling exchange rates against the euro,
 - an €8 million share issue, to pay in Capgemini stock for the purchase of an additional 3.39% stake in Transiciel on January 28, 2004,
 - and, for the balance, the sale on the market of shares returned to Cap Gemini S.A. by former Ernst & Young partners who have become Group employees.
- **Non-current assets** totaled €3,158 million at June 30, 2004, reflecting a €79 million increase from the figure at December 31, 2003, mainly due to the following movements:
 - the recognition of €29 million in goodwill arising from the acquisition of the Swiss company Logimatik and of the Drägerwerk AG group in Germany, and of additional €21 million goodwill for Transiciel,
 - net additions to property, plant and equipment and intangible assets for €100 million, mainly in the United Kingdom (€42 million), the Benelux countries (€22 million), the U.S.A. (€13 million), Central Europe (€12 million), and France (€10 million),
 - €11 million in property, plant and equipment and intangible assets contributed by Drägerwerk AG,
 - depreciation and amortization for the period of €109 million, including €86 million relating to property, plant and equipment and intangible assets and €23 million in goodwill amortization,
 - a €25 million decrease in long-term deferred tax assets (excluding translation effects) resulting mainly from the utilization of €39 million of tax losses in France, by way of a carry-back.
 - a translation adjustment in an amount of +€49 million arising on conversion of non-current assets in foreign currencies, including a €10 million adjustment to long-term deferred tax assets.
- **Accounts and notes receivable**, mainly comprising net trade receivables, amounted to €1,532 million at June 30, 2004, against €1,411 million at December 31, 2003. Net trade receivables at June 30, 2004 represented 89 days of revenues against 85 days of revenues at December 31, 2003 and 85 days revenues at June 30, 2003.
- **Accounts and notes payable**, mainly comprising net trade payables, employee payables, tax income and other taxes, amounted to €1,421 million at June 30, 2004, against €1,384 million at December 31, 2003.
- **Net debt** at June 30, 2004 is €4 million against a net cash position of €266 million at December 31, 2003, the variation being mainly due to the following factors:
 - €133 million in cash used by operating activities, itself resulting from the following:
 - cash flow of €28 million, including the effect of the sale to a credit institution for €33 million of the tax loss carry-back in France,
 - and a €161 million increase in working capital, mainly explained by:
 - a decrease in employee payables, mainly as a result of payment of redundancy packages and of the variable portion of 2003 compensation,
 - an increase in accounts and notes receivable, mainly offset by the increase in accounts and notes payable.
 - €121 million in cash used by investing activities, mainly related to capital expenditure and investment to meet operating needs.

Changeover to IAS/IFRS

The work launched in 2003 towards preparing the Group for the January 1, 2005 changeover to IAS/IFRS is proceeding according to the initial schedule. The differences between French GAAP as applied to the Group and the IAS/IFRS requirements have been identified and the corresponding impacts have been reviewed. As a result, the 2004 financial statements (opening balances at January 1, 2004 – the transition date – and interim results at June 30, 2004) are currently being restated for the purpose of comparison with the 2005 statements, and upgrades to administrative and accounting systems and procedures are ongoing, as are training programs within financial teams.



Les comptes de la société mère Cap Gemini S.A.

Le total des produits d'exploitation et des produits financiers de Cap Gemini S.A. pour le premier semestre 2004 s'élève à 94 millions d'euros, contre 83 millions d'euros pour le premier semestre 2003, augmentation essentiellement due aux produits de placements liés à la trésorerie disponible suite à l'émission de l'OCEANE en juillet 2003.

Le résultat avant impôt du premier semestre 2004 est un bénéfice de 65 millions d'euros à comparer à 68 millions d'euros pour le premier semestre 2003.

PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2004

Les commandes enregistrées dans les derniers mois permettent aujourd'hui de tableer sur une croissance à deux chiffres de l'activité au second semestre par rapport à la première partie de l'année.

Dans ces conditions, la marge opérationnelle du Groupe devrait s'améliorer sous l'effet combiné de la croissance du chiffre d'affaires et des mesures de redressement engagées dès le deuxième trimestre et qui comportent notamment :

- des dispositions de nature à relancer fortement nos activités en Amérique du Nord
- un programme d'amélioration du contrôle de la production
- une réduction plus vigoureuse des coûts de structure, notamment dans l'activité « intégration de systèmes »
- la fermeture ou la cession d'activités fortement déficitaires et non stratégiques.



Comment on the Cap Gemini SA Financial Statements

In first half 2004, Cap Gemini SA's combined operating revenues and interest income totaled €94 million versus €83 million in the same period of 2003. The increase resulted mainly from interest income earned on cash generated by the issue of OCEANE convertible bonds in July 2003.

Income before tax came to €65 million in first half 2004 compared with €68 million in first half 2003.

OUTLOOK FOR THE SECOND HALF OF 2004

These record levels of bookings recorded over recent months enable us to look forward to double digit growth in revenues in second half over first half of the year.

In this context, the operating margin of the Group should improve as a result of the combined effect of increased levels of activity, but also as a result of the action plan launched during the second quarter and which includes in particular:

- Measures aimed at reenergizing the North American operations
- A programme designed to improve delivery efficiency
- Further streamlining of cost structure, namely in the Technology business
- The closing or the disposal of heavily loss making non-strategic units.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS 2004

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITÉ DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RELATIFS A LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2004

Aux actionnaires de CAP GEMINI S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Cap Gemini S.A. relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 9 septembre 2004

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Bernard Rasclé

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Jean-Luc Decornoy - Frédéric Quélin

Associé Associé

2004 INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

STATUTORY AUDITORS' REVIEW REPORT ON THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS FOR THE SIX MONTHS ENDED JUNE 30, 2004

This is a free translation into English of the Statutory Auditors' review report issued in the French language and is provided solely for the convenience of English speaking readers. This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional auditing standards applicable in France.

To the shareholders of Cap Gemini S.A.,

In our capacity as statutory auditors and in accordance with section L.232-7 of the Commercial Code, we have performed a limited review of the accompanying interim consolidated financial statements ("tableau d'activité et de résultats") of Cap Gemini S.A. and its subsidiaries for the period from January 1 to June 30, 2004. We have also reviewed the information contained in the Interim Report.

These interim consolidated financial statements are the responsibility of the Board of Directors. Our responsibility, based on our limited review, is to report our conclusions concerning these financial statements.

We conducted our limited review in accordance with the standards generally accepted in France. Those standards require that we perform limited procedures to obtain reasonable assurance, below the level resulting from a full audit, that the interim consolidated financial statements do not contain any material errors. A limited review of interim financial statements consists principally of applying analytical procedures and making inquiries of persons responsible for financial and accounting matters. It is substantially less in scope than an audit.

Based on our limited review, we are not aware of any material modifications that should be made to the accompanying interim consolidated financial statements in order to present fairly the consolidated results of operations for the six-month period ended June 30, 2004 and the consolidated financial position and assets and liabilities of Cap Gemini S.A. and its subsidiaries at that date, in accordance with French generally accepted accounting principles.

As required by professional standards generally accepted in France, we have also reviewed the information given in the interim report accompanying the consolidated financial statements that were the subject of our limited review.

We have no matters to report concerning the fairness of this information or its consistency with the interim consolidated financial statements.

Paris, September 9, 2004

The statutory auditors

PricewaterhouseCoopers Audit

Bernard Rasclé

**KPMG Audit,
Department of KPMG S.A.**
Jean-Luc Decornoy - Frédéric Quélin
Partner Partner

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS
POUR L'EXERCICE 2003 ET POUR LES PREMIERS SEMESTRES CLOS
LES 30 JUIN 2003 ET 2004

(en millions d'euros)

	Notes	Exercice 2003		1er semestre 2003		1er semestre 2004	
		Montants	%	Montants	%	Montants	%
CHIFFRES D'AFFAIRES		5 754	100,0	3 023	100,0	2 970	100
Coûts des services rendus	3	3 934	68,4	2 033	67,3	2 142	72,1
Frais commerciaux	3	662	11,5	363	12,0	322	10,9
Frais généraux et administratifs	3	1 003	17,4	546	18,0	526	17,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		155	2,7	81	2,7	(20)	(0,7)
Produits et frais financiers (net)	4	(14)	(0,2)	(5)	(0,2)	(12)	(0,4)
Autres produits et charges (net)	5	(251)	(4,4)	(105)	(3,5)	(62)	(2,1)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		(110)	(1,9)	(29)	(1,0)	(94)	(3,2)
Impôts	6	(47)	(0,8)	(39)	(1,3)	(17)	(0,5)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES AVANT AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET DÉPRÉCIATION DES PARTS DE MARCHÉ		(157)	(2,7)	(68)	(2,3)	(111)	(3,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence		(1)	(0,0)	(1)	(0,0)	(1)	(0,0)
Intérêts minoritaires	10	(1)	(0,0)	(1)	(0,0)	-	(0,0)
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE) AVANT AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET DÉPRÉCIATION DES PARTS DE MARCHÉ		(159)	(2,7)	(70)	(2,3)	(112)	(3,7)
Amortissement des écarts d'acquisition et dépréciation des parts de marché	7	(38)	(0,7)	(20)	(0,7)	(23)	(0,8)
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)		(197)	(3,4)	(90)	(3,0)	(135)	(4,5)

	Exercice 2003	1er semestre 2003	1er semestre 2004
NOMBRE MOYEN D' ACTIONS EXISTANTES	125 785 036	125 349 882	131 214 636
Nombre moyen potentiellement dilutif d'options de souscription d'actions	559 468	221 897	567 032
Nombre potentiellement dilutif maximal des bons d'attribution d'actions liés à l'acquisition de Transiciel	-	-	508 600
NOMBRE MOYEN D' ACTIONS RETRAITE	126 344 504	125 571 779	132 290 268
NOMBRE D' ACTIONS EN FIN DE PÉRIODE	131 165 349	125 479 105	131 381 578
Résultat net part du Groupe (rappel)	(197)	(90)	(135)
Résultat net par action (en euros) (1)	(1,57)	(0,72)	(1,03)
Résultat net dilué par action (en euros) (2)	(1,57)	(0,72)	(1,03)
Résultat net par action (en euros) (3)	(1,50)	(0,72)	(1,03)

(1) résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions

(2) résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions retraité. Pour l'exercice et les premiers semestres présentés, le résultat dilué par action, étant négatif, est identique au résultat de base

(3) résultat net part du Groupe rapporté au nombre d'actions en fin de période

Le résultat net du Groupe après amortissement des écarts d'acquisition mais avant intérêts minoritaires ressort à -135 millions d'euros pour le 1er semestre 2004, soit -4,5 % du chiffre d'affaires contre -89 millions d'euros et -2,9 % pour le 1er semestre 2003 (et -196 millions d'euros et -3,4 % pour l'exercice 2003).

CONSOLIDATED STATEMENTS OF INCOME
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2003
AND THE SIX-MONTH PERIODS ENDED JUNE 30, 2003 AND 2004

	Notes	Full year 2003		First half 2003		First half 2004	
		Amounts	%	Amounts	%	Amounts	%
<i>(in millions of euros)</i>							
OPERATING REVENUE		5,754	100.0	3,023	100.0	2,970	100
Cost of services rendered	3	3,934	68.4	2,033	67.3	2,142	72.1
Selling expenses	3	662	11.5	363	12.0	322	10.9
General and administrative expenses	3	1,003	17.4	546	18.0	526	17.7
OPERATING INCOME/(LOSS)		155	2.7	81	2.7	(20)	(0.7)
Interest income and expense (net)	4	(14)	(0.2)	(5)	(0.2)	(12)	(0.4)
Other revenues and expenses (net)	5	(251)	(4.4)	(105)	(3.5)	(62)	(2.1)
INCOME/(LOSS) OF FULLY CONSOLIDATED COMPANIES BEFORE TAXES		(110)	(1.9)	(29)	(1.0)	(94)	(3.2)
Income tax	6	(47)	(0.8)	(39)	(1.3)	(17)	(0.5)
NET INCOME/(LOSS) OF FULLY CONSOLIDATED COMPANIES BEFORE AMORTIZATION OF GOODWILL AND WRITE-DOWN OF MARKET SHARE		(157)	(2.7)	(68)	(2.3)	(111)	(3.7)
Equity in net results of affiliates		(1)	(0.0)	(1)	(0.0)	(1)	(0.0)
Minority interests	10	(1)	(0.0)	(1)	(0.0)	-	(0.0)
NET INCOME/(LOSS) BEFORE AMORTIZATION OF GOODWILL AND WRITE-DOWN OF MARKET SHARE		(159)	(2.7)	(70)	(2.3)	(112)	(3.7)
Amortization of goodwill and write-down of market share	7	(38)	(0.7)	(20)	(0.7)	(23)	(0.8)
NET INCOME/(LOSS)		(197)	(3.4)	(90)	(3.0)	(135)	(4.5)

	Full year 2003	First half 2003	First half 2004
AVERAGE NUMBER OF SHARES	125,785,036	125,349,882	131,214,636
Weighted average number of potential dilutive shares (options)	559,468	221,897	567,032
Maximum number of potential dilutive shares (stock warrants issued in connection with the Transiciel acquisition)	-	-	508,600
ADJUSTED AVERAGE NUMBER OF SHARES	126,344,504	125,571,779	132,290,268
NUMBER OF SHARES AT PERIOD-END	131,165,349	125,479,105	131,381,578
Net income/(loss)	(197)	(90)	(135)
Primary earnings/(loss) per share (in €) (1)	(1.57)	(0.72)	(1.03)
Diluted earnings/(loss) per share (in €) (2)	(1.57)	(0.72)	(1.03)
Primary earnings/(loss) per share (in €) (3)	(1.50)	(0.72)	(1.03)

(1) Earnings/(loss) per share based on average number of shares.

(2) Earnings/(loss) per share based on adjusted average number of shares. As the Group incurred a loss, the diluted loss per share is the same as the primary loss per share.

(3) Earnings/(loss) per share based on the number of shares at the period-end.

In the first half of 2004, the Group had a consolidated net loss of €135 million after amortization of goodwill but before minority interests, representing a negative margin of 4.5% on operating revenue. In 2003, the net loss after amortization of goodwill but before minority interests came to €89 million for the first half and €196 million for the full year, representing a negative margin of 2.9% and 3.4% on operating revenue respectively.

BILANS CONSOLIDÉS

AU 30 JUIN 2003, AU 31 DÉCEMBRE 2003 ET AU 30 JUIN 2004

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
ACTIF				
Immobilisations incorporelles		1 549	1 849	1 955
Immobilisations corporelles		489	471	454
Immobilisations financières		97	88	92
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ		2 135	2 408	2 501
Impôt différé actif à long terme		623	671	657
TOTAL DES ACTIFS À LONG TERME		2 758	3 079	3 158
Créances d'exploitation (net)		1 483	1 411	1 532
Créances diverses		378	320	336
Créances financières et placements à court terme	11	470	929	631
Banques	11	293	292	241
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT		2 624	2 952	2 740
TOTAL DE L'ACTIF		5 382	6 031	5 898
Engagements reçus	14	10	9	11
PASSIF				
Capital social		1 004	1 049	1 051
Primes d'émission et d'apport		2 066	2 220	2 226
Réserves et résultat consolidés		246	82	(9)
CAPITAUX PROPRES		3 316	3 351	3 268
Intérêts minoritaires	10	26	-	-
SITUATION NETTE DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		3 342	3 351	3 268
Dettes financières à long terme	11	160	722	638
Provisions et autres passifs à long terme	13	259	258	246
TOTAL DES PASSIFS À LONG TERME		419	980	884
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	11	184	233	238
Dettes d'exploitation (net)		1 354	1 384	1 421
Dettes diverses		83	83	87
TOTAL DES PASSIFS À COURT TERME		1 621	1 700	1 746
TOTAL DU PASSIF		5 382	6 031	5 898
Engagements donnés	14	1 324	1 343	1 243
TRÉSORERIE NETTE	11	419	266	(4)

CONSOLIDATED BALANCE SHEETS

AT JUNE 30, 2003, DECEMBER 31, 2003 AND JUNE 30, 2004

<i>(in millions of euros)</i>	Notes	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
ASSETS				
Intangible assets		1,549	1,849	1,955
Property, plant and equipment		489	471	454
Investments		97	88	92
TOTAL FIXED ASSETS		2,135	2,408	2,501
Long-term deferred tax assets		623	671	657
TOTAL NON-CURRENT ASSETS		2,758	3,079	3,158
Accounts and notes receivable (net)		1,483	1,411	1,532
Other receivables		378	320	336
Financial receivables and short-term investments	11	470	929	631
Cash	11	293	292	241
TOTAL CURRENT ASSETS		2,624	2,952	2,740
TOTAL ASSETS		5,382	6,031	5,898
Commitments received from third parties	14	10	9	11
LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY				
Share capital		1,004	1,049	1,051
Additional paid-in capital		2,066	2,220	2,226
Retained earnings		246	82	(9)
TOTAL SHAREHOLDERS' EQUITY		3,316	3,351	3,268
Minority interests	10	26	-	-
SHAREHOLDERS' EQUITY, INCLUDING MINORITY INTERESTS		3,342	3,351	3,268
Long-term debt	11	160	722	638
Provisions and other long-term liabilities	13	259	258	246
TOTAL LONG-TERM LIABILITIES		419	980	884
Short-term debt and bank overdrafts	11	184	233	238
Accounts and notes payable (net)		1,354	1,384	1,421
Other payables		83	83	87
TOTAL CURRENT LIABILITIES		1,621	1,700	1,746
TOTAL LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY		5,382	6,031	5,898
Commitments given to third parties	14	1,324	1,343	1,243
NET CASH AND CASH EQUIVALENTS	11	419	266	(4)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2003
ET POUR LES PREMIERS SEMESTRES 2003 ET 2004

<i>(en millions d'euros)</i>	(*) Exercice 2003	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2004
FLUX D'EXPLOITATION			
Résultat net (part du Groupe)	(197)	(90)	(135)
Intérêts minoritaires et résultat des sociétés mises en équivalence	2	2	1
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	(195)	(88)	(134)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements et dépréciation des parts de marché	207	103	109
Provisions	19	10	7
Variation des impôts différés	9	18	37
Plus et moins values sur cessions d'actifs	20	16	7
Autres éléments	6	-	2
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES (I)	66	59	28
Flux de trésorerie liés :			
- aux créances clients et comptes rattachés (net) (A)	342	135	(89)
- aux dettes fournisseurs et comptes rattachés (net) (B)	(137)	(78)	74
- aux autres créances et dettes diverses (C)	(124)	(86)	(146)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (II=A+B+C)	81	(29)	(161)
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (III=I+II)	147	30	(133)
FLUX D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(151)	(80)	(83)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	3	6
	(146)	(77)	(77)
Acquisitions d'immobilisations financières	(41)	(6)	(49)
Produits de cessions d'immobilisations financières	2	-	7
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	1	-	-
	(38)	(6)	(42)
Incidence des variations de périmètre	28	-	(2)
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENTS (IV)	(156)	(83)	(121)
FLUX DE CAPITAUX			
Augmentations de capital en numéraire (dont exercice de stock-options)	1	-	-
Emission d'un emprunt obligataire convertible ou échangeable en actions nouvelles ou existantes (OCEANE)	460	-	-
Emission/remboursement d'emprunts	1	(12)	(116)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (V)	462	(12)	(116)
VARIATION DE TRÉSORERIE (III+IV+V)	453	(65)	(370)
TRÉSORERIE D'OUVERTURE	767	767	1190
TRÉSORERIE DE CLÔTURE	1190	(**) 688	825
Incidence des variations de cours des devises	(30)	(14)	5
VARIATION DE TRÉSORERIE	453	(65)	(370)

(*) Le tableau des flux de trésorerie n'inclut pas les flux liés aux activités de la société Transiciel, intégrée globalement le 31 décembre 2003, à l'exception de sa trésorerie à la date de l'acquisition, présentée en incidence des variations de périmètre dans les flux d'investissements.

(**) Ce montant ne comprend pas les 452 millions d'euros de trésorerie correspondant à l'émission d'Obligations Convertibles ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) lancée le 24 juin 2003, avec une date de jouissance et de règlement au 2 juillet 2003.

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2003
AND THE SIX-MONTH PERIODS ENDED JUNE 30, 2003 AND 2004

<i>(in millions of euros)</i>	(*) Full year 2003	First half 2003	First half 2004
OPERATING ACTIVITIES			
Net income/(loss)	(197)	(90)	(135)
Minority interests and equity in the results of affiliates	2	2	1
NET INCOME/(LOSS) OF FULLY CONSOLIDATED COMPANIES	(195)	(88)	(134)
Adjustments to reconcile net income/(loss) of fully consolidated companies to cash generated by operations:			
Depreciation, amortization and write-down of market share	207	103	109
Provisions	19	10	7
Changes in deferred taxes	9	18	37
(Gains)/losses on disposals of assets	20	16	7
Other	6	-	2
CASH FLOW OF FULLY CONSOLIDATED COMPANIES (I)	66	59	28
Cash flow related to:			
- Accounts and notes receivable (net) (A)	342	135	(89)
- Accounts and notes payable (net) (B)	(137)	(78)	74
- Other receivables and payables (C)	(124)	(86)	(146)
NET MOVEMENT IN WORKING CAPITAL (II =A+B+C)	81	(29)	(161)
NET CASH PROVIDED/(USED) BY OPERATIONS (III=I+II)	147	30	(133)
INVESTING ACTIVITIES			
Acquisitions of property, plant and equipment and intangible fixed assets	(151)	(80)	(83)
Disposals of property, plant and equipment and intangible fixed assets	5	3	6
	(146)	(77)	(77)
Acquisitions of investments	(41)	(6)	(49)
Disposals of investments	2	-	7
Dividends received from non-consolidated companies	1	-	-
	(38)	(6)	(42)
Effect of changes in Group structure	28	-	(2)
NET CASH USED BY INVESTING ACTIVITIES (IV)	(156)	(83)	(121)
FINANCING ACTIVITIES			
Increase in share capital (including exercise of stock-options)	1	-	-
Issuance of convertible/exchangeable bonds (OCEANE)	460	-	-
Net change in borrowings	1	(12)	(116)
NET CASH PROVIDED/(USED) BY FINANCING ACTIVITIES (V)	462	(12)	(116)
CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS (III+IV+V)	453	(65)	(370)
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT THE BEGINNING OF PERIOD	767	767	1,190
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT PERIOD-END	1,190	(**) 688	825
Effect of exchange rate movements on cash and cash equivalents	(30)	(14)	5
CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS	453	(65)	(370)

(*) The consolidated statements of cash flows do not include cash flows relating to the activities of Transiciel, which was fully consolidated on December 31, 2003. However, its cash position at the acquisition date is presented under "Effect of changes in Group structure" in "Investing activities".

(**) This amount does not include the €452 million related to the "OCEANE" bond issue (convertible and/or exchangeable bonds) carried out on June 24, 2003, with an issue and settlement date of July 2, 2003.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU 1^{ER} JANVIER 2003 AU 30 JUIN 2004

(en millions d'euros)

	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Actions propres	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres du Groupe
AU 1^{ER} JANVIER 2003	125 479 105	1 004	2 063	(1)	520	(81)	3 505
Augmentation de capital par levée d'options	38 300	-	1	-	-	-	1
Augmentation nette de capital destinée à l'acquisition de la société Transiciel (2)	5 689 304	45	152	-	-	-	197
Elimination de 209 477 actions propres restituées en 2003	-	-	4	(5)	-	-	(1)
Annulation de 41 360 actions dans le capital social de Cap Gemini S.A. (1)	(41 360)	-	(1)	1	-	-	-
Apport des activités conseil d'Ernst & Young	-	-	1	-	-	-	1
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	(155)	(155)
Résultat net (part du Groupe)	-	-	-	-	(197)	-	(197)
AU 31 DÉCEMBRE 2003	131 165 349	1 049	2 220	(5)	323	(236)	3 351
Augmentation de capital par levée d'options	5 100	-	-	-	-	-	-
Augmentation nette de capital destinée à l'acquisition de la société Transiciel (2)	211 129	2	6	-	-	-	8
Cession des 209 477 actions propres restituées en 2003	-	-	-	5	1	-	6
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	38	38
Résultat net (part du Groupe)	-	-	-	-	(135)	-	(135)
AU 30 JUIN 2004	131 381 578	1 051	2 226	-	189	(198)	3 268

(1) Soit 41 360 actions Cap Gemini S.A. restituées au 31 décembre 2002 par d'ex-associés d'Ernst & Young.

(2) L'Offre Publique d'Echange lancée le 20 octobre 2003 et visant les actions de la société Transiciel, a établi la participation du Groupe dans cette société à 93,32 % au 31 décembre 2003 et à 96,71 % au 10 février 2004. (L'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire, lancée le 7 avril 2004, a porté la participation du Groupe dans la société Transiciel à 100 %, après l'acquisition en numéraire de la totalité des actions Transiciel existantes non encore détenues par le Groupe).

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CHANGES IN SHAREHOLDERS' EQUITY FROM JANUARY 1, 2003 TO JUNE 30, 2004

(in millions of euros)

	Number of shares	Share capital	Additional paid-in capital	Treasury stock	Retained earnings	Cumulative translation adjustments	Shareholders' equity
AS OF JANUARY 1, 2003	125,479,105	1,004	2,063	(1)	520	(81)	3,505
Increase in share capital upon exercise of options	38,300	-	1	-	-	-	1
Net increase in share capital for the acquisition of Transiciel (2)	5,689,304	45	152	-	-	-	197
Elimination of treasury stock (209,477 shares) returned to the Company in 2003	-	-	4	(5)	-	-	(1)
Cancellation of Cap Gemini S.A. shares (41,360 shares) (1)	(41,360)	-	(1)	1	-	-	-
Acquisition of the Ernst & Young consulting businesses	-	-	1	-	-	-	1
Translation adjustments	-	-	-	-	-	(155)	(155)
Net loss for 2003	-	-	-	-	(197)	-	(197)
AS OF DECEMBER 31, 2003	131,165,349	1,049	2,220	(5)	323	(236)	3,351
Increase in share capital upon exercise of options	5,100	-	-	-	-	-	-
Net increase in share capital for the acquisition of Transiciel (2)	211,129	2	6	-	-	-	8
Sale of treasury stock (209,477 shares) returned to the Company in 2003	-	-	-	5	1	-	6
Translation adjustments	-	-	-	-	-	38	38
Net loss for the period	-	-	-	-	(135)	-	(135)
AS OF JUNE 30, 2004	131,381,578	1,051	2,226	-	189	(198)	3,268

(1) Representing 41,360 Cap Gemini S.A. shares returned to the Company as of December 31, 2002 by former Ernst & Young partners.

(2) Further to the public exchange offer launched on October 20, 2003 for Transiciel shares, the Group's interest in this company amounted to 93.32% as of December 31, 2003 and 96.71% as of February 10, 2004. (The offer was followed by a squeeze-out transaction – consisting of a public buyout offer followed by a compulsory buyout – launched on April 7, 2004. The transaction resulted in the Group acquiring for cash all the Transiciel shares not already held, raising its stake in that company to 100%).

NOTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS

Note 1 - Principes comptables

Les comptes consolidés ont été établis en conformité avec les principes et normes comptables français et notamment avec le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable homologué le 22 juin 1999 et, pour les comptes semestriels, avec la recommandation n° 99.R.01 du 18 mars 1999 émise par le Conseil National de la Comptabilité.

Les comptes semestriels consolidés sont préparés conformément aux règles et principes comptables appliqués par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés annuels. Ils sont détaillés dans le document de référence 2003.

Note 2 - Evolution du périmètre de consolidation pour l'exercice 2003 et le premier semestre 2004

Les principaux mouvements de périmètre survenus au cours de l'exercice 2003 et du premier semestre 2004 sont les suivants :

- Le 4 septembre 2003, Cap Gemini S.A. a acquis les 4,84 % d'intérêts minoritaires que Cisco Systems détenait dans le capital de Cap Gemini Telecom S.A. Le pourcentage de participation du Groupe a ainsi été porté à 100 %.
- Au terme de l'Offre Publique d'Echange lancée le 20 octobre 2003 et visant les actions de la société Transiciel, le Groupe détient 93,32 % d'intérêt dans cette société au 31 décembre 2003. Transiciel est un prestataire européen en conseil en haute technologie, intégration de systèmes de gestion, infogérance et administration de systèmes et réseaux. Le Groupe Transiciel, principalement implanté en France, au Benelux et en Espagne, a réalisé en 2003 un chiffre d'affaires de 496 millions d'euros, un résultat d'exploitation de 20 millions d'euros et un résultat net de -64 millions d'euros. L'opération ayant été approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de Cap Gemini S.A. du 18 décembre 2003, avec un règlement livraison des titres le 24 décembre 2003, il a été décidé de consolider le Groupe Transiciel par intégration globale à la date du 31 décembre 2003.
Au 23 avril 2004, au terme de la réouverture de l'Offre Publique Alternative d'Echange et de l'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire, le pourcentage de participation du Groupe dans la société Transiciel s'élève à 100 %.
Au premier semestre 2004, les activités du Groupe Transiciel représentent 256 millions d'euros de chiffre d'affaires et 13 millions d'euros de résultat d'exploitation.
- En Suisse, dans le cadre d'un contrat d'infogérance, Capgemini Schweiz AG a repris Logimatik le 1er janvier 2004, filiale de services informatiques du groupe Georg Fischer. Au 30 juin 2004, Logimatik est détenue à 100 % et intégrée globalement.
- En Allemagne, dans le cadre d'un contrat d'infogérance, le Groupe a repris au 1er mars 2004 les quatre filiales de services informatiques du groupe Drägerwerk AG. Au 30 juin 2004, le Groupe intègre globalement ces sociétés détenues à 100 %.
- Aux Etats-Unis, le Groupe a créé la société Capgemini Energy LP dans le cadre d'un contrat de services de dix ans prenant effet au 1er juillet 2004, avec la société américaine d'électricité TXU Energy Company LLC. Au 30 juin 2004, le Groupe détient 97 % de la société Capgemini Energy LP.

Note 3 - Charges d'exploitation

Les postes « salaires et charges sociales » et « frais de déplacement » constituent les postes les plus importants des charges d'exploitation.

(en millions d'euros)	(1) Exercice 2003	(1) 1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2004
Salaires et charges sociales	3 672	1 922	1 974
Frais de déplacement	350	190	162
TOTAL	4 022	2 112	2 136
En % du total des charges d'exploitation	72%	72%	71%
En % du total du chiffre d'affaires	70%	70%	72%
Effectif moyen	49 805	50 581	55 341

(1) Hors Transiciel

NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 - Accounting policies

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with French generally accepted accounting principles, including Accounting Standards Committee (CRC) standard 99-02 of June 22, 1999 and, for the interim financial statements, in accordance with National Accounting Board (CNC) recommendation 99.R.01 dated March 18, 1999.

Details of the accounting principles and policies applied by the Group for both the interim and annual financial statements are set out in the 2003 Reference Document.

Note 2 - Changes in the scope of consolidation for the year ended December 31, 2003 and the six month period ended June 30, 2004

The main changes in the scope of consolidation during the year 2003 and the first half of 2004 were as follows :

- On September 4, 2003, Cap Gemini S.A. acquired Cisco Systems' 4.84% minority interest in Cap Gemini Telecom S.A., raising its stake in that company to 100%.
- Further to the public exchange offer launched on October 20, 2003 for Transiciel shares, the Group's interest in this company was increased to 93.32% as of December 31, 2003. Transiciel is a European consultancy firm specializing in high technology, integration of management systems, outsourcing and administration of systems and networks. The Transiciel group – which operates principally in France, the Benelux countries and Spain – had revenues of €496 million in 2003, operating income of €20 million and a €64 million net loss. The public exchange offer for Transiciel was approved by Cap Gemini S.A.'s Extraordinary Shareholders' Meeting which took place on December 18, 2003, with the payment/delivery date for the related shares set at December 24, 2003. The Group's interest in Transiciel was increased to 100% as of April 23, 2004, following the re-opening of the public exchange offer with a cash alternative and the squeeze-out transaction (consisting of a public buyout offer followed by a compulsory buyout). During the first half of 2004, Transiciel's businesses generated revenues of €256 million and an operating income of €13 million.
- In Switzerland, Capgemini Schweiz AG acquired Logimatik, the IT services subsidiary of the Georg Fischer group, on January 1, 2004 in connection with an outsourcing contract. Logimatik is wholly-owned and was fully consolidated at June 30, 2004.
- In Germany, the Group acquired Drägerwerk AG's four IT services subsidiaries on March 1, 2004, in connection with an outsourcing contract. These wholly-owned companies were fully consolidated at June 30, 2004.
- In the United States, the Group set up Capgemini Energy LP in connection with a planned ten-year partnership with TXU Energy Company LLC, a US-based electricity company, starting July 1st, 2004. As of June 30, 2004, Capgemini Energy LP was 97%-owned by the Group.

Note 3 - Operating expenses

Operating expenses consist primarily of payroll costs and travel expenses, which can be analyzed as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	(1) Full year 2003	(1) First half 2003	First half 2004
Payroll costs	3,672	1,922	1,974
Travel expenses	350	190	162
TOTAL	4,022	2,112	2,136
As a % of total operating expenses	72%	72%	71%
As a % of total operating revenue	70%	70%	72%
Average number of employees	49,805	50,581	55,341

(1) Excluding Transiciel

Note 4 - Produits et frais financiers (net)

L'analyse des produits et frais financiers (net) est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2003	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2004
Revenus des placements à court terme	22	9	9
Intérêts financiers sur emprunts	(38)	(15)	(22)
Autres résultats financiers	2	1	1
TOTAL	(14)	(5)	(12)

La variation du résultat financier entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004 résulte pour l'essentiel des charges d'intérêts relatives à la dette de la société Transiciel et d'une moindre rémunération des placements du Groupe compte tenu de la baisse des taux d'intérêt sur la période.

Note 5 - Autres produits et charges (net)

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2003	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2004
Coûts de restructurations	(211)	(87)	(52)
Résultat de cession de créances de carry-back	(16)	(16)	(6)
Plus et moins-values sur cessions de titres et d'activités	4	1	-
Plus et moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	(1)	(1)	-
Profits et pertes sur créances financières	2	2	-
Profits et pertes de change (net)	(11)	(2)	(4)
Autres produits et charges (net)	(18)	(2)	-
TOTAL	(251)	(105)	(62)

Les coûts de restructurations recouvrent :

Au premier semestre 2003 :

- 66 millions d'euros de coûts directement liés aux réductions d'effectifs (2 290 collaborateurs), principalement en France, dans les pays Nordiques, et en Amérique du Nord,
- 21 millions d'euros d'autres charges liées principalement à des mesures de rationalisation du parc immobilier.

Au premier semestre 2004 :

- 40 millions d'euros de coûts directement liés aux réductions d'effectifs (1 294 collaborateurs), essentiellement en Europe,
- 12 millions d'euros d'autres charges liées principalement à la poursuite sur le premier semestre des mesures de rationalisation du parc immobilier.

Résultat de cession de créances de carry-back

La charge est relative au résultat de cession de créances de carry-back constatées au titre du déficit fiscal 2002, respectivement pour 90 millions d'euros en 2003 et 39 millions d'euros en 2004 (voir note 6).

Note 4 - Interest income and expense (net)

Interest income and expense (net) can be analyzed as follows:

<i>(in millions of euros)</i>	Full year 2003	First half 2003	First half 2004
Interest income from short-term investments	22	9	9
Interest on debt	(38)	(15)	(22)
Other	2	1	1
TOTAL	(14)	(5)	(12)

Changes in interest income and expense (net) between first half 2003 and first half 2004 is mainly due to the Transiciel indebtedness and to lower yield on Group financial investments as a result of lower interest rates over the period.

Note 5 - Other revenues and expenses (net)

<i>(in millions of euros)</i>	Full year 2003	First half 2003	First half 2004
Restructuring costs	(211)	(87)	(52)
Net impact of the sale of carry-back tax credits	(16)	(16)	(6)
Gains/(losses) on disposals of shares and businesses	4	1	-
Gains/(losses) on disposals of intangible assets and property, plant and equipment	(1)	(1)	-
Gains and losses on financial receivables	2	2	-
Foreign exchange gains/(losses) (net)	(11)	(2)	(4)
Other (net)	(18)	(2)	-
TOTAL	(251)	(105)	(62)

Restructuring costs correspond to :

For the first half 2003 :

- €66 million directly related to staff cutbacks (2,290 employees), carried out primarily in France, the Nordic countries and North America,
- €21 million of other costs, mainly relating to the facilities rationalization program.

For the first half 2004 :

- €40 million directly related to staff cutbacks (1,294 employees), mainly in Europe,
- €12 million of other costs, mainly relating to the ongoing facilities rationalization program.

Net impact of the sale of carry-back tax credits

The charge relates to the sale to a credit institution of a €90 million in 2003 and a €39 million in 2004 carry-back tax credit arising from the carry-back of the 2002 French tax loss (see note 6).

Note 6 - Impôts

La charge d'impôt du premier semestre 2004 s'élève à 17 millions d'euros et s'analyse de la manière suivante :

- impôts sur résultats bénéficiaires, notamment au Canada (6 millions d'euros) et en Allemagne (2 millions d'euros),
- impôts forfaitaires supportés principalement aux Etats-Unis et en Italie, pour un montant de 4 millions d'euros,
- reconnaissance d'impôts différés passifs sur différences temporaires en Allemagne pour un montant de 4 millions d'euros,
- dépréciation du solde d'impôts différés actifs au Japon au 31 décembre 2003 à hauteur de 1 million d'euros.

Par ailleurs, la société Cap Gemini S.A. a cédé le 28 juin 2004 à un établissement de crédit, pour un montant de 33 millions d'euros, une créance complémentaire de carry-back constatée pour un montant de 39 millions d'euros, résultant d'un accroissement des bénéfices d'imputation sur lesquels a été reporté le déficit fiscal français généré au titre de l'exercice 2002, le produit d'impôt courant afférent étant compensé par la diminution des impôts différés actifs nets reconnus en France.

A noter que par mesure de prudence, aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu dans la plupart des pays ayant généré des pertes sur le premier semestre 2004.

Note 7 - Amortissement des écarts d'acquisition et dépréciation des parts de marché

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2003	1^{er} semestre 2003	1^{er} semestre 2004
Amortissement des écarts d'acquisition	(38)	(20)	(23)
Dépréciation des parts de marché	-	-	-
TOTAL	(38)	(20)	(23)

Note 8 - Transactions avec les entreprises liées

Les transactions essentiellement commerciales réalisées au 30 juin 2004 avec la société Vertex recouvrent :

- les prestations facturées par le Groupe à la société Vertex pour un montant de 39 millions d'euros,
- les prestations facturées par la société Vertex au Groupe pour un montant de 21 millions d'euros.

Les transactions réalisées avec les autres entreprises liées ne sont pas significatives.

Note 6 - Income tax

The income tax charge of €17 million for the first half 2004 can be analyzed as follows :

- tax payable on profits, mainly in Canada (€6 million) and Germany (€2 million),
- a €4 million charge relating to taxes not based on taxable income– mainly in the United States and Italy,
- a €4 million deferred tax charge corresponding to the recognition of deferred tax liabilities on temporary differences in Germany,
- a €1 million write-down of deferred tax assets in Japan.

On June 28, 2004, Cap Gemini S.A. sold an additional €39 million carry-back tax credit to a credit institution for €33 million. The additional credit was due to an increase in the taxable profits against which the 2002 French tax loss was carried back. The related current tax benefit was offset by the reduction of net deferred tax assets recognized in France.

For reasons of prudence, no deferred tax assets were recognized in most of the countries where losses were generated in first half 2004.

Note 7 - Amortization of goodwill and write-down of market share

<i>(in millions of euros)</i>	Full year 2003	First half 2003	First half 2004
Amortization of goodwill	(38)	(20)	(23)
Write-down of market share	-	-	-
TOTAL	(38)	(20)	(23)

Note 8 - Related party transactions

Transactions carried out with Vertex in first half 2004 primarily include :

- Services billed by the Group to Vertex for €39 million,
- Services billed by Vertex to the Group for €21 million.

Transactions carried out with other related companies are not material.

Note 9 - Plans d'options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé le 24 mai 1996 et le 23 mai 2000 le Conseil d'Administration ou le Directoire à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de cinq ans, des options donnant droit à la souscription d'actions.

Les principales caractéristiques de ces deux plans, en vigueur au 30 juin 2004, sont résumées dans le tableau ci-après :

	Plan 1996	Plan 2000	
<i>Date de l'Assemblée</i>	24 mai 1996	23 mai 2000	
Nombre total d'options pouvant être consenties	6 000 000	12 000 000	
Date des premières attributions au titre de ce plan	1 ^{er} juillet 1996	1 ^{er} septembre 2000	1 ^{er} octobre 2001
Délai maximum d'exercice des options à compter de leur date d'attribution	6 ans	6 ans	5 ans
Prix de souscription en % de la moyenne des vingt séances de Bourse précédant l'octroi	80%	80%	100%
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur :			
• Plus bas	87,96	139,00	24,00
• Plus haut	178,00	161,00	60,00
Nombre total d'actions souscrites au 30 juin 2004	1 423 465	-	43 400
Nombre d'actions au 30 juin 2004 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	(1) 1 822 115	(2) 1 729 950	(3) 6 167 800
Dont options détenues par quatre des onze membres du Conseil d'Administration	70 000	-	95 000

(1) soit 363.765 actions au prix de 87,96 euros, 147.000 actions au prix de 114 euros, 355.350 actions au prix de 118 euros, 342.000 actions au prix de 178 euros, 327.000 actions au prix de 161 euros et 287.000 actions au prix de 144 euros.

(2) soit 982.450 actions au prix de 161 euros et 747.500 actions au prix de 139 euros.

(3) soit 2.300.500 actions au prix de 60 euros, 2.003.300 actions au prix de 24 euros, 1.305.000 actions au prix de 40 euros, et 559.000 actions au prix de 31 euros.

Il est rappelé que dans l'hypothèse d'une publication par Euronext d'un avis de recevabilité d'une Offre Publique visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote de la société, les titulaires d'options de souscription d'actions pourront - s'ils le souhaitent - lever aussitôt la totalité des options qui leur ont été consenties (ou le solde en cas de levée(s) partielle(s) déjà effectuée(s)).

Note 10 - Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires, qui comprennent la quote-part de la situation nette des filiales détenues par des tiers, s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2003	Exercice 2003	1er semestre 2004
AU 1^{er} JANVIER	29	29	0
Intérêts minoritaires dans le résultat du Groupe	1	1	-
Rachat des minoritaires de CGTM&N U.S. Inc.	(4)	-	-
Rachat des minoritaires Cisco	-	(26)	-
Réserve de conversion des minoritaires et autres	-	(4)	-
EN FIN DE PERIODE	26	0	0

Les 26 millions d'euros au 30 juin 2003 correspondent principalement aux intérêts minoritaires de Cisco Systems dans Cap Gemini Telecom S.A.

En 2003, Cap Gemini S.A. a acquis 4,84 % du capital de Cap Gemini Telecom S.A. correspondant aux intérêts minoritaires de Cisco Systems, ce qui a ainsi porté la participation du Groupe à 100 %.

Note 9 - Stock option plans

At the May 24, 1996 and May 23, 2000 Annual Shareholders' Meetings, the Directoire and the Board of Directors, respectively, were given a five-year authorization to grant stock options to a certain number of Group employees on one or several occasions.

The principal features of the two plans in force at June 30, 2004 are summarized in the table below :

	1996 Plan		2000 Plan	
<i>Date of Shareholders' Meeting</i>	<i>May 24, 1996</i>		<i>May 23, 2000</i>	
Total number of stock options	6,000,000		12,000,000	
First options granted on	July 1, 1996	September 1, 2000	October 1, 2001	
Exercise period	6 years		6 years	5 years
Exercise price as a % of the average of the prices quoted for Cap Gemini S.A. shares over the twenty trading days preceding the date of grant	80%		80%	100%
Exercise price per share in €:				
• Min.	87.96	139.00	24.00	
• Max.	178.00	161.00	60.00	
Total number of shares subscribed at June 30, 2004	1,423,465	-	43,400	
Potential number of shares to be created on exercise of options outstanding at June 30, 2004	(1) 1,822,115	(2) 1,729,950	(3) 6,167,800	
Of which options held by four of the eleven members of the Board of Directors	70,000	-	95,000	

(1) i.e. 363,765 shares at a price of €87.96, 147,000 shares at a price of €114, 355,350 shares at a price of €118, 342,000 shares at a price of €178, 327,000 shares at a price of €161 and 287,000 shares at a price of €144.

(2) i.e. 982,450 shares at a price of €161 and 747,500 shares at a price of €139.

(3) i.e. 2,300,500 shares at a price of €60, 2,003,300 shares at a price of €24, 1,305,000 shares at a price of €40 and 559,000 shares at a price of €31.

In the event of an authorized tender offer to acquire the Company's shares and other securities giving access to the Company's capital or voting rights, all outstanding stock options would become immediately exercisable.

Note 10 - Minority interests

Minority interests, corresponding to third parties' equity in the net assets of subsidiaries, can be analyzed as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	First half 2003	Full Year 2003	First half 2004
AS OF JANUARY 1	29	29	0
Minority interests in net income of subsidiaries	1	1	-
Purchase of CGTM&N U.S. Inc.	(4)	-	-
Purchase of Cisco minority interests	-	(26)	-
Minority interests in cumulative translation adjustments and other	-	(4)	-
AT PERIOD-END	26	0	0

Minority interests at June 30, 2003, in the amount of €26 million, primarily correspond to Cisco Systems' minority interest in Cap Gemini Telecom S.A.

In 2003, Cap Gemini S.A. acquired a further 4.84% interest in Cap Gemini Telecom S.A., buying out the minority interests of Cisco Systems, thus increasing the Group's stake in the company to 100%.

Note 11 - Trésorerie nette

La trésorerie nette est constituée de la trésorerie disponible diminuée des dettes financières à court et long terme.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
Trésorerie	688	1 190	825
Dettes financières	(269)	(924)	(829)
TRESORERIE NETTE	419	266	(4)

a) Trésorerie

La trésorerie s'analyse comme la somme des créances financières et placements à court terme, et du disponible en banque diminués des découverts bancaires.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
Créances financières et placements à court terme	470	929	631
Banques	293	292	241
Découverts bancaires	(75)	(31)	(47)
TRESORERIE	688	1 190	825

b) Dettes financières

Les dettes financières s'analysent entre long terme et court terme, ces dernières comprenant à la fois la part à moins d'un an des endettements à long terme ainsi que des dettes dont la durée est inférieure à un an :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
Dettes financières à long terme	160	722	638
Dettes financières à court terme	109	202	191
DETTES FINANCIERES	269	924	829

Il convient de noter que les dettes financières à court terme et les découverts bancaires s'additionnent de la façon suivante:

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
Dettes financières à court terme	109	202	191
Découverts bancaires	75	31	47
DETTES FINANCIERES A COURT TERME ET DECOUVERTS BANCAIRES	184	233	238

b-1) Analyse par nature des dettes financières

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
Dettes bancaires ou assimilées	33	211	57
Emprunt obligataire convertible ou échangeable en actions nouvelles ou existantes (OCEANE)	-	460	460
Dettes liées aux contrats de location financement	173	191	190
Billets de Trésorerie	60	-	45
Autres dettes financières	3	62	77
TOTAL	269	924	829

Note 11 - Net cash and cash equivalents

Net cash and cash equivalents correspond to available cash and cash equivalents less short-term and long-term debt :

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
Cash and cash equivalents	688	1,190	825
Debt	(269)	(924)	(829)
NET CASH AND CASH EQUIVALENTS/(NET DEBT)	419	266	(4)

a) Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents correspond to financial receivables, short-term investments and cash, less bank overdrafts :

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
Financial receivables and short-term investments	470	929	631
Cash	293	292	241
Bank overdrafts	(75)	(31)	(47)
CASH AND CASH EQUIVALENTS	688	1,190	825

b) Long and short-term debt

Debt is broken down into long and short-term debt, with short-term debt referring both to the current portion of long-term debt and amounts originally due within one year. It can be analyzed as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
Long-term debt	160	722	638
Short-term debt	109	202	191
LONG AND SHORT-TERM DEBT	269	924	829

The breakdown between short-term debt and bank overdrafts is as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
Short-term debt	109	202	191
Bank overdrafts	75	31	47
SHORT-TERM DEBT AND BANK OVERDRAFTS	184	233	238

b-1) Analysis by type of debt

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
Drawdowns on bank and similar facilities	33	211	57
"OCEANE" bond issue (convertible and/or exchangeable bonds)	-	460	460
Obligations under finance leases	173	191	190
Commercial paper	60	-	45
Other debt	3	62	77
TOTAL	269	924	829

• Dettes bancaires ou assimilées

Les 57 millions d'euros correspondent principalement à des tirages, par les sociétés opérationnelles du Groupe, sur des lignes bancaires, principalement en Amérique du Nord (41 millions d'euros) et en Asie Pacifique (15 millions d'euros). Ces lignes de crédit bénéficient dans certaines circonstances de la garantie de Cap Gemini S.A.

Crédit syndiqué conclu par Cap Gemini S.A.

Le 31 juillet 2001, la Société a conclu avec un groupe de banques composé de BNP Paribas et Barclays Capital Group, toutes deux en qualité de chef de file, de Banca di Roma, Bank of America, CIC-Crédit Mutuel, Crédit Agricole Indosuez, Crédit Lyonnais, Deutsche Bank, HSBC/CCF, ING BANK, Natexis Banques Populaires et Société Générale, en qualité de co-arrangeurs, et de CADIF, Dresdner Bank AG et Fuji Bank Limited en qualité de participants, une ligne de crédit multidevises de 600 millions d'euros remboursable in fine au plus tard le 31 juillet 2006.

Pendant les six premiers mois de l'exercice 2004, il n'y a eu aucun tirage sur cette ligne.

Les principales caractéristiques de cette ligne de crédit sont les suivantes :

- Durée : 5 ans
- Taux : Euribor et Libor (1-3-6-12 mois)
- Commission de non-utilisation : 0,125 %
- Commission d'utilisation : 0,275 % à 0,325 % selon le niveau d'utilisation

Cette ligne comporte des engagements qui limitent la capacité de la Société et de ses filiales parties au contrat, ainsi que, le cas échéant, la capacité de ses principales filiales ("principal subsidiaries", définies en fonction de leur part dans le chiffre d'affaires consolidé du Groupe) et de leurs filiales respectives, d'engager certaines opérations, y compris :

- des limites affectant la création ou l'autorisation de maintien de certaines sûretés sur l'un quelconque de leurs actifs,
- de modifier substantiellement la nature générale de leur activité,
- des restrictions sur les opérations de cession d'actifs et les fusions et opérations assimilées.

Lors de l'obtention de cette ligne, la société Cap Gemini S.A. s'est par ailleurs engagée à respecter certains engagements habituels y compris l'obtention et le maintien des autorisations nécessaires, le maintien d'une couverture d'assurance, le maintien de l'emprunt à son rang ("pari passu"), la fourniture d'informations financières.

En outre, la Société s'est engagée à respecter les ratios financiers suivants :

- un ratio d'endettement net consolidé rapporté à la situation nette consolidée qui doit être inférieur à tout moment à 1 ;
- un ratio de couverture des charges financières nettes (tel que publié à la ligne « Produits et Frais Financiers (net) » du Compte de Résultats Consolidés) par le résultat d'exploitation consolidé qui doit être supérieur ou égal à 3,5 au 31 décembre et 30 juin de chaque année (sur la base des 12 derniers mois écoulés).

Au 30 juin 2004, le Groupe respectait pleinement la limite d'endettement contractuelle, puisque le ratio d'endettement net consolidé rapporté à la situation nette consolidée s'établissait à 0,1%. Le Groupe ne respectait en revanche pas le ratio de couverture des charges financières nettes par le résultat d'exploitation consolidé, qui s'établissait à 2,6 à la date du 30 juin 2004 sur 12 mois glissants. La société a de ce fait engagé des discussions avec les banques participantes portant sur les modalités d'un réaménagement des conditions d'utilisation de cette ligne de crédit.

Il est à noter que dans la mesure où cette ligne ne fait l'objet d'aucun tirage, le non respect du ratio de couverture des charges financières par le résultat opérationnel consolidé ne constitue pas un cas d'exigibilité anticipée au titre de l'OCEANE (voir ci-dessous) et ce y compris dans l'hypothèse où la majorité des banques du crédit syndiqué venait à prononcer l'annulation de la ligne.

Enfin, cette ligne de crédit contient des dispositions habituelles concernant l'exigibilité anticipée, notamment en cas de non-paiement de sommes dues, de fausse déclaration ou de manquement à d'autres obligations afférentes aux contrats de prêt (sous réserve, le cas échéant, de périodes de "grâce"), en cas de défauts croisés (au-delà d'un seuil minimum de manquement), d'insolvabilité et de procédures de dépôt de bilan, de changement de contrôle ou de survenance d'événement ayant un impact négatif significatif sur le Groupe.

Aux termes du présent contrat de crédit syndiqué, un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. serait sans incidence tant sur la disponibilité de la ligne que sur la marge applicable.

• Drawdowns on bank and similar facilities

This item, in the amount of €57 million, consists primarily of drawdowns on bank facilities by operational subsidiaries of the Group, mainly in North America (€41 million) and the Asia-Pacific region (€15 million). In some circumstances, these drawdowns are backed by a guarantee from Cap Gemini S.A.

Syndicated credit facility obtained by Cap Gemini S.A.

On July 31, 2001, the Company signed a €600 million multi-currency line of credit with a syndicate of banks, expiring on July 31, 2006. The syndicate was made up of BNP Paribas and Barclays Capital Group (acting as lead arrangers); Banca di Roma, Bank of America, CIC-Credit Mutuel, Credit Agricole Indosuez, Credit Lyonnais, Deutsche Bank, HSBC/CCF, ING BANK, Natexis Banques Populaires and Societe Generale (acting as co-arrangers); and CADIF, Dresdner Bank AG and Fuji Bank Limited (acting as participants). There was no drawing on this facility during the first six months of 2004.

The main characteristics of the facility are as follows :

- term: 5 years
- interest: Euribor and Libor (1-3-6-12 month),
- fee on undrawn amount: 0.125%
- fee on drawdowns: 0.275% to 0.325%, depending on the amounts utilized.

The facility agreement includes covenants restricting the Company's ability to carry out certain operations. These covenants also apply to the Group subsidiaries which are signatories to the agreement and, where relevant, to the "principal subsidiaries" – defined based on their contribution to consolidated revenues – and in turn to their respective subsidiaries. They include restrictions relating to :

- pledging certain assets as collateral or authorizing the continued use of certain assets as collateral,
- substantially modifying the general nature of a company's operations,
- asset sales, mergers and similar transactions.

When this credit line was obtained, Cap Gemini S.A. also committed to standard obligations, including obtaining and retaining the necessary authorizations, maintaining insurance cover, maintaining pari passu treatment, and providing financial information.

The credit agreement also includes the following financial ratios:

- a consolidated net debt-to-net equity ratio not to exceed 1 at all times
- a consolidated operating income to net finance charges (as published in the Consolidated Statements of Income under "Interest income and expense (net)") ratio to exceed 3.5 for each 12-month period ending December 31 and June 30 of each year.

As at June 30, 2004, the limitation on indebtedness was respected, as consolidated net debt-to-net equity ratio was 0.1%. However, the consolidated operating income to net finance charges ratio was 2.6 on a 12 month rolling basis, thus below the required minimum level. The Company has therefore initiated discussions with the participating banks, with a view to agreeing on the conditions under which the Group will be able to regain full availability of the facility.

Since the facility has not been drawn down, the breach of a consolidated operating income to net interest charge ratio does not have the effect of triggering the early repayment for the OCEANE bonds (see below), even in the event that the majority of the banks in the syndicate vote in favor of a cancellation of the facility.

Lastly, the agreement contains the usual provisions relating to early repayment, including for failure to pay sums due, misrepresentation or failure to comply with other obligations included in the agreement (subject to any applicable "grace" periods), cross-defaults (in excess of a minimum threshold), insolvency and bankruptcy proceedings, change of ownership, or changes which would have a significant negative impact on the Group.

Under the existing facility agreement, any upgrade or downgrade in Cap Gemini S.A.'s credit rating would not affect the availability of the line of credit nor the applicable interest rate.

• **Emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes de Cap Gemini S.A. : (OCEANE)**

Le 24 juin 2003, Cap Gemini S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire convertible ou échangeable en actions nouvelles ou existantes (OCEANE), ayant pour date de jouissance le 2 juillet 2003 et pour échéance le 1er janvier 2010. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 460 millions d'euros et il est représenté par 9 019 607 Obligations d'une valeur nominale unitaire de 51 euros. Les Obligations portent intérêt à un taux de 2,50 % l'an.

Cette opération a donné lieu à une note d'information qui a obtenu le visa n° 03-607 de la Commission des opérations de bourse en date du 24 juin 2003.

Conversion et/ou échange des Obligations en actions

Chaque Obligation peut être convertie et/ou échangée en une action Capgemini à tout moment à compter du 11 août 2003 et au plus tard le septième jour ouvré précédant le 1er janvier 2010.

Amortissement normal

Les Obligations seront amorties en totalité le 1er janvier 2010 par remboursement au pair en numéraire.

Amortissement anticipé par rachats ou offres publiques

La Société se réserve le droit de procéder à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, à l'amortissement anticipé de tout ou partie des Obligations, soit par rachats en bourse ou hors bourse, soit par des offres publiques de rachat ou d'échange.

La Société peut procéder à l'amortissement des Obligations par anticipation à compter du 2 juillet 2007 et jusqu'au septième jour ouvré précédant le 1er janvier 2010, pour la totalité des Obligations restant en circulation, à un prix de remboursement anticipé égal au pair, majoré des intérêts courus, si le produit (i) du ratio d'attribution d'actions en vigueur et (ii) de la moyenne arithmétique des premiers cours cotés de l'action ordinaire de la Société sur le Premier Marché d'Euronext Paris S.A. durant une période de 20 jours de bourse consécutifs choisie par la Société parmi les 40 jours de bourse précédant immédiatement la date de parution de l'avis annonçant l'amortissement anticipé, excède 125 % de ce prix de remboursement anticipé. Cet amortissement anticipé peut être réalisé soit par conversion soit en numéraire au gré des porteurs d'Obligations.

Amortissement anticipé au gré des porteurs

En cas de changement de contrôle, tout porteur d'Obligations pourra demander le remboursement anticipé de tout ou partie de ses Obligations.

Exigibilité anticipée

Par ailleurs, la documentation de l'OCEANE contient des dispositions habituelles concernant l'exigibilité anticipée à l'initiative de la majorité des porteurs d'Obligations, notamment en cas de non-paiement de sommes dues, de manquement à d'autres Obligations contenues dans la documentation (sous réserve, le cas échéant, de périodes de "grâce"), de défauts croisés (au-delà d'un seuil minimum de manquement), de liquidation, dissolution ou cession totale des actifs de la Société, ainsi qu'en cas de cessation de la cotation des actions ordinaires de la Société sur le Premier Marché d'Euronext Paris S.A.

Il convient de noter que dans la mesure où le crédit syndiqué conclu par Cap Gemini S.A. le 31 juillet 2001 ne fait l'objet d'aucun tirage, le non respect du ratio de couverture des charges financières par le résultat opérationnel consolidé dans le cadre dudit crédit syndiqué (voir ci-dessus) ne constitue pas un cas d'exigibilité anticipée au titre de l'OCEANE, et ce y compris dans l'hypothèse où la majorité des banques du crédit syndiqué venait à prononcer l'annulation de la ligne.

Enfin, à noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. ne constituerait pas une condition d'exigibilité anticipée des Obligations et serait sans incidence sur le taux d'intérêt qui leur est applicable.

Maintien de l'emprunt à son rang

Cap Gemini S.A. s'est enfin engagée à maintenir les Obligations à un rang identique à toutes les autres Obligations négociables qui pourraient être émises par la Société ("pari passu").

• **"OCEANE" bond issue (convertible and/or exchangeable bonds)**

On June 24, 2003, Cap Gemini S.A. issued "OCEANE" bonds convertible and/or exchangeable into new or existing shares (the "Bonds"), maturing on January 1, 2010. The effective issue and settlement date of the Bonds was July 2, 2003. The total amount of the issue was €460 million, represented by 9,019,607 Bonds with a nominal value of €51 each. The Bonds bear interest of 2.50% per year.

A prospectus ("Note d'Information") concerning this bond issue was approved by the Commission des Opérations de Bourse under visa n° 03-607 dated June 24, 2003.

Conversion and/or exchange of the Bonds for shares

Each Bond may be converted and/or exchanged for one Capgemini share, at any time between August 11, 2003 and the seventh business day preceding January 1, 2010.

Redemption at maturity

The Bonds will be redeemed in full on January 1, 2010 in cash at par.

Early redemption at the Company's option

The Company may redeem all or part of the Bonds at any time, without limitation on price or quantity, by repurchasing the Bonds, either on or off the stock exchange or by means of a public purchase or exchange offer.

From July 2, 2007 and until the seventh business day preceding January 1, 2010, the Company may redeem all outstanding Bonds at an early redemption price equal to par plus accrued interest, if the product of (i) the then current conversion/exchange ratio and (ii) the arithmetic mean of the opening quoted prices of the Company's ordinary shares on the "Premier Marché" of Euronext Paris S.A. calculated over a period of 20 stock exchange trading days, as selected by the Company from the 40 stock exchange trading days immediately preceding the date of publication of a notice relating to such early redemption, exceeds 125% of such early redemption price. Upon early redemption, the Bonds may be either redeemed in cash or converted into Capgemini shares, at the option of the bondholders.

Early redemption at the option of bondholders

Bondholders may request the early redemption of all or part of their Bonds in the event of a change of control of the Company.

Early repayment

The OCEANE documentation contains the usual provisions relating to early repayment at the initiative of a majority of bondholders, particularly in the event of a failure to pay sums due or to comply with other obligations set out in the documentation (beyond any "grace periods", if applicable), cross-default (in excess of a minimum threshold), liquidation, dissolution or sale of all of the Company's assets, or delisting of the Company's shares from the "Premier Marché" of Euronext Paris S.A.

Since the syndicated line of credit obtained by Cap Gemini S.A. on July 31, 2001 has not been drawn down, the Group's failure to comply with the minimum interest cover ratio specified in the related loan agreement (see above) does not have the effect of triggering the early repayment of the OCEANE bonds, even in the event that the majority of the banks in the syndicate vote in favor of a cancellation of the facility.

Any upgrade or downgrade in Cap Gemini S.A.'s credit rating would not constitute an early redemption event and would not affect the interest rate applicable to the Bonds.

Pari passu status

Cap Gemini S.A. has undertaken that the Bonds will rank pari passu with all other bonds issued by the Company.

• Dettes liées aux contrats de location financement

Au 30 juin 2004, le montant correspond à la dette liée aux retraitements des contrats de location-financement. Ils concernent principalement le financement des Universités du Groupe (Béhoust et Les Fontaines) et des investissements en matériel et en licences informatiques réalisés par Capgemini UK Plc., Capgemini Outsourcing BV (Benelux) et Nordac Rechenzentrumsgesellschaft mbH (Allemagne) dans le cadre de leur activité d'infogérance.

<i>(en millions d'euros)</i>	Début de contrat	Échéance	Taux	Solde au 30 juin 2003	Solde au 31 décembre 2003	Solde au 30 juin 2004
Université Capgemini (Béhoust)	Avril 1992	Janvier 2012	Euribor 3 Mois + 0,7 %	30	29	28
Université Capgemini (Les Fontaines)	Déc. 2001 Déc. 2002	Juillet 2014	Euribor 3 Mois + 0,75 %	90	87	84
Capgemini UK Plc.	Déc. 2000	Juillet 2010	Fixe (3,6 % à 11,05 %)	23	33	39
Capgemini Outsourcing BV	Déc. 2002	Juin 2008	Fixe (3,12 % à 6,0 %)	29	33	26
Capgemini España SL	Juillet 2001	Juin 2007	Fixe 5 %	-	6	5
Nordac Rechenzentrumsgesellschaft mbH	Avril 1999	Juin 2006	Fixe 3,9 %	-	-	5
Capgemini Danmark AS	Juillet 2001	Juin 2016	Fixe 6,8 %	1	1	1
Transiciel S.A.	Avril 1999	Avril 2011	Fixe 5,7 %	-	1	1
Capgemini Portugal S.A.	Février 2003	Janvier 2006	Fixe 5,38 %	-	1	1
TOTAL				173	191	190

• Billets de Trésorerie

Au 30 juin 2004, l'encours de billets de trésorerie (échéance de 2 à 3 mois) s'élevait à 45 millions d'euros, dont 30 millions d'euros à un taux de 2,09 % et 15 millions d'euros à un taux de 2,15 %.

• Autres dettes financières

Au 30 juin 2004 les autres dettes financières comprennent un encours de financement de 40 millions d'euros correspondant à la mobilisation par la société Transiciel de créances commerciales, auprès d'une société d'affacturage.

Les contrats d'affacturage prévoient une enveloppe maximum de 90 millions d'euros aux conditions suivantes :

- une commission de gestion (y compris assurance crédit) représentant 0,15 % de l'encours cédé,
- une marge de financement sur le tirage qui s'élève à 50 points de base sur Euribor 3 mois.

• Obligations under finance leases

As of June 30, 2004, obligations under finance leases relate primarily to the financing of the Group's universities' premises at Behoust and "Les Fontaines", and of IT equipment and software licenses acquired by Capgemini UK Plc., Capgemini Outsourcing BV (Benelux) and Nordac Rechenzentrumsgesellschaft mbH (Germany) for their outsourcing business.

<i>(in millions of euros)</i>	Inception date	Maturity	Rate	Obligation as of June 30, 2003	Obligation as of December 31, 2003	Obligation as of June 30, 2004
Capgemini University (Behoust)	April 1992	January 2012	3-month Euribor + 0.70%	30	29	28
Capgemini University (Les Fontaines)	Dec. 2001 Dec. 2002	July 2014	3-month Euribor + 0.75%	90	87	84
Capgemini UK Plc.	Dec. 2000	July 2010	Fixed rates (3.6% to 11.05%)	23	33	39
Capgemini Outsourcing BV	Dec. 2002	June 2008	Fixed rates (3.12% to 6.0%)	29	33	26
Capgemini España SL	July 2001	June 2007	Fixed rate : 5%	-	6	5
Nordac Rechenzentrumsgesellschaft mbH	April 1999	June 2006	Fixed rate : 3.9%	-	-	5
Capgemini Danmark AS	July 2001	June 2016	Fixed rate : 6.8%	1	1	1
Transiciel S.A.	April 1999	April 2011	Fixed rate : 5.7%	-	1	1
Capgemini Portugal S.A.	February 2003	January 2006	Fixed rate : 5.38%	-	1	1
TOTAL				173	191	190

• Commercial paper

As of June 30, 2004, outstanding commercial paper (issued for periods of 2 to 3 months) amounted to €45 million, including €30 million at an interest rate of 2.09% and €15 million at an interest rate of 2.15%.

• Other debt

As of June 30, 2004, other debt included €40 million resulting from the sale by Transiciel of client receivables to a factoring company. Factoring contracts provide for a maximum of €90 million financing with the following terms :

- A management fee (including credit insurance) representing 0.15% of the face value of client receivables sold,
- A financing margin on drawdowns, corresponding to the 3-month Euribor + 50 basis points.

b-2) Principales caractéristiques des dettes financières :

• Taux d'intérêts

Le taux moyen, sur le premier semestre 2004, des intérêts sur les dettes financières du Groupe ressort à 4,6 % contre 6,2 % sur l'année 2003. A noter que hors commissions bancaires et frais de gestion liés au régime français d'intéressement des salariés, le taux moyen des dettes financières ressortirait à 3,3 %.

Au 30 juin 2004, la part des dettes à taux variable est de 24 % et la part des dettes à taux fixe est de 76 %.

• Echancier de remboursement

L'échéancier de remboursement des dettes financières est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003		31 décembre 2003		30 juin 2004	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
n+1	109	41	202	22	191	23
n+2	43	16	77	8	40	5
n+3	13	5	77	8	25	3
n+4	12	4	17	2	26	3
n+5	12	4	22	3	15	2
n+6 et années ultérieures	80	30	529	57	532	64
TOTAL	269	100	924	100	829	100

• Ventilation par devise

La ventilation des dettes financières par devise est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003		31 décembre 2003		30 juin 2004	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Euro	210	78	829	90	733	88
Dollar US	20	7	46	5	42	5
Livre Sterling	23	9	33	3	39	5
Autres devises	16	6	16	2	15	2
TOTAL	269	100	924	100	829	100

• Sûretés réelles

Au 30 juin 2004, les dettes financières sont garanties par des sûretés réelles à hauteur de 307 millions d'euros, dont 190 millions d'euros de location-financement, 56 millions d'euros de lignes de crédit bénéficiant dans certaines circonstances de la garantie de Cap Gemini S.A. et 40 millions d'euros relatifs à la mobilisation par la société Transiciel de créances commerciales auprès d'une société d'affacturage.

b-3) Variation des dettes financières

La variation des dettes financières s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2003	Exercice 2003	1er semestre 2004
AU 1^{er} JANVIER	302	302	924
Nouveaux emprunts	94	528	99
Remboursements	(84)	(31)	(201)
Variation nette des tirages sur lignes de crédit	(21)	(36)	(6)
Ecarts de conversion	(22)	(40)	4
Variation de périmètre	-	201	9
FIN DE PERIODE	269	924	829

b-2) Main characteristics of long and short-term debt :

• Interest rates

The average interest rate paid on Group debt stood at 4.6% in first half 2004 compared with 6.2% as of December 31, 2003. Excluding administrative banking fees and interest expense related to the French employee profit-sharing scheme, the average interest rate was 3.3%.

As of June 30, 2004, 24% of Group debt was at variable rates and 76% at fixed rates.

• Maturities of debt

Maturities of debt are as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003		December 31, 2003		June 30, 2004	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%
y+1	109	41	202	22	191	23
y+2	43	16	77	8	40	5
y+3	13	5	77	8	25	3
y+4	12	4	17	2	26	3
y+5	12	4	22	3	15	2
y+6 and subsequent years	80	30	529	57	532	64
TOTAL	269	100	924	100	829	100

• Breakdown by currency

The breakdown of debt by currency is as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003		December 31, 2003		June 30, 2004	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%
Euro	210	78	829	90	733	88
US dollar	20	7	46	5	42	5
Pound sterling	23	9	33	3	39	5
Other currencies	16	6	16	2	15	2
TOTAL	269	100	924	100	829	100

• Collateral

As of June 30, 2004, borrowings were secured by collateral for a total of €307 million. They include €190 million in finance leases, €56 million in bank facilities backed in certain circumstances by a guarantee from Cap Gemini S.A. and €40 million in client receivables sold by Transiciel to a factoring company.

b-3) Movements in long and short-term debt

Movements in long and short-term debt can be analyzed as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	First half 2003	Full Year 2003	First half 2004
AS OF JANUARY 1	302	302	924
New borrowings	94	528	99
Repayments	(84)	(31)	(201)
Net change in drawdowns on lines of credit	(21)	(36)	(6)
Translation adjustments	(22)	(40)	4
Changes in Group structure	-	201	9
AT PERIOD-END	269	924	829

Note 12 - Instruments financiers

• Couvertures des risques de taux d'intérêts

Au 30 juin 2004, six couvertures de taux d'intérêts étaient en cours sous la forme de contrats d'échange de taux et de produits optionnels (cap, floor et tunnel) portant sur un montant total de 230,9 millions d'euros (contre un montant de 202,6 millions d'euros au 31 décembre 2003), pour des périodes allant de 2 à 10 ans, relatives à :

- un contrat d'échange de taux d'intérêts portant sur un montant total de 41,9 millions d'euros (43,5 millions d'euros au 31 décembre 2003), pour une période restant à courir de 10 ans, relative à la couverture à hauteur de 50 % du crédit bail contracté par la SARL Immobilière les Fontaines (Université Capgemini) en décembre 2002. Au terme du contrat d'échange de taux correspondant, la SARL Immobilière les Fontaines est payeur de taux fixe à 3,51 % contre Euribor 3 mois.

L'évaluation de ce contrat à la valeur de marché au 30 juin 2004 fait apparaître un gain latent de 0,5 million d'euros (0,6 million d'euros au 31 décembre 2003).

- quatre contrats d'échange de taux mis en place par Transiciel sur ses prêts à moyen terme et portant sur un montant total de 159,1 millions d'euros. Ces contrats sont à montants dégressifs dans le temps et pour une période restant à courir de 25 mois. A noter que ces prêts ont été remboursés par anticipation en totalité le 24 février 2004. L'évaluation de ces contrats d'échange de taux à la valeur de marché au 30 juin 2004 fait apparaître une perte latente de 5 millions d'euros (5,2 millions d'euros au 31 décembre 2003), montant provisionné dans le cadre de l'acquisition de la société Transiciel.

- et un nouveau contrat d'échange de taux d'intérêts portant sur un montant total de 29,9 millions d'euros, pour une période restant à courir de 12 jours, relative à la couverture d'un Billet de Trésorerie émis par Cap Gemini S.A. Au terme du contrat d'échange de taux correspondant, Cap Gemini S.A. est payeur du taux variable Eonia capitalisé contre taux fixe à 2,02 %.

L'évaluation de ce contrat à la valeur de marché au 30 juin 2004 fait apparaître un gain latent non significatif.

• Couvertures des risques de change

Au 30 juin 2004, les couvertures de taux de change s'élevaient au total à 251,7 millions d'euros (contre 254,3 millions d'euros au 31 décembre 2003) et correspondaient :

- à des couvertures commerciales prenant la forme d'opérations de change à terme arrivant à échéance en 2004 ou 2005 pour une contre-valeur totale de 30,8 millions d'euros,

- à des couvertures financières dans le cadre de financements internes au Groupe et prenant la forme de contrats d'achats / ventes de devises à terme (swap de change) à échéance 2004 pour un montant total de 220,9 millions d'euros.

L'évaluation de ces contrats à leur valeur de marché au 30 juin 2004 fait apparaître un gain latent de 1,3 million d'euros (la valeur de marché de l'ensemble des couvertures de taux de change au 31 décembre 2003 faisait apparaître un gain latent de l'ordre de 1,9 million d'euros).

Note 12 - Financial instruments

• Interest rate hedges

As of June 30, 2004, six interest rate swaps or options (caps, floors or tunnels) were outstanding on a total amount of €230.9 million (versus an amount of €202.6 million as of December 31, 2003), covering periods ranging from 2 to 10 years:

- one €41.9 million interest-rate swap (December 31, 2003: €43.5 million) over a remaining period of 10 years, covering 50% of the finance lease taken out by SARL Immobiliere les Fontaines (Capgemini University) in December 2002. Under the terms of the swap contract, SARL Immobiliere les Fontaines pays a fixed rate of 3.51% and receives the 3-month Euribor. The market value of this hedging instrument as of June 30, 2004 exceeds its book value by €0.5 million (December 31, 2003: €0.6 million).

- four interest-rate swaps set up by Transiciel on its medium-term borrowings on a total amount of €159.1 million which will reduce over time however with a remaining time to maturity of 25 months. These loans were totally reimbursed in advance on February 24, 2004. The market value of these contracts as of June 30, 2004 was €5 million lower than their book value (December 31, 2003: €5.2 million), however a provision of that same amount was booked in the context of Transiciel's acquisition by the Group.

- one new €29.9 million interest-rate swap over a remaining period of 12 days, taken out to hedge commercial paper issued by Cap Gemini S.A. Under the terms of the swap contract, Cap Gemini S.A. pays Eonia (float and capitalized) and receives a fixed rate of 2.02%.

The market value of this hedging instrument as of June 30, 2004 was marginally above its book value.

• Currency hedges

As of June 30, 2004, currency hedges totaled €251.7 million (versus €254,3 million as of December 31, 2003) and related to:

- hedges of commercial transactions structured as forward exchange rates expiring in 2004 or 2005 for a compound amount of €30.8 million,
- currency swaps related to hedges on intra-Group financing transactions maturing in 2004 for a total amount of €220,9 million.

The market value of these hedging instruments as of June 30, 2004 exceeds their book value by €1.3 million (the market value of these hedging instruments as of December 31, 2003 exceeded their book value by around €1.9 million).

Note 13 - Provisions et autres passifs à long terme

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
Provisions pour risques et charges	27	43	43
Provisions pour retraites et engagements assimilés	109	101	110
Réserve spéciale de participation	68	62	37
Impôts différés passifs à long terme	55	52	56
TOTAL	259	258	246

• Provisions pour retraites et engagements assimilés

L'analyse du compte provisions pour retraites et engagements assimilés au 31 décembre 2003 et au 30 juin 2004 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2003	30 Juin 2004
Provisions sur régimes de retraites à prestations définies couverts par des actifs		
- Etats-Unis, Canada, Allemagne	5	8
- Royaume-Uni	8	10
Provisions sur régimes de retraites à prestations définies non couverts par des actifs (Allemagne)	21	25
Provisions pour indemnités de départ à la retraite (France, Italie)	30	30
Provisions pour couvertures médicales et autres	37	37
TOTAL	101	110

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer en 2004 la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-R.01 du 1er avril 2003, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires. Néanmoins, il convient de noter que les engagements de retraite et assimilés du personnel du Groupe sont inscrits au bilan conformément aux lois et usages des pays dans lesquels ils sont implantés, et que l'évaluation de ces engagements est conforme à la recommandation n° 2003-R.01 du Conseil National de la Comptabilité, à l'exception de l'Italie et du Royaume-Uni, où une évaluation des engagements conforme à la recommandation est indiquée ci-après.

Il existe deux catégories de régimes de retraite :

• Régimes à cotisations définies

Ces régimes existent dans la majorité des pays d'Europe (France, Benelux, Europe Centrale, Pays Nordiques, Italie, et Ibérie), aux Etats Unis ainsi qu'en Asie Pacifique.

Ces régimes font l'objet de versements auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite qui sont comptabilisés en charges de l'exercice.

• Régimes à prestations définies

Il existe deux natures de régime.

- Les régimes à prestations définies couverts par des actifs :

Ces régimes existent aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume Uni, en Allemagne et en France (Transiciel).

- Les régimes à prestations définies non couverts par des actifs :

Dans le cadre de ces régimes, des provisions pour indemnités de départ à la retraite et de couverture sociale sont constatées au passif du bilan dans le compte « provisions pour retraites et engagements assimilés ». Les pays principalement concernés sont la France, l'Italie, l'Allemagne, la Finlande, la Pologne, l'Autriche, les Etats-Unis et le Canada.

Concernant les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne, les provisions sur régimes de retraites à prestations définies couverts par des actifs s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Etats-Unis	Canada	Allemagne	Total
Dettes actuarielles	30	110	11	151
Juste valeur des actifs de couverture	20	101	11	132
Engagements bruts	10	9	-	19
Ecart actuariel non constaté	-	(10)	-	(10)
Coûts des services passés non constatés	-	(1)	-	(1)
Engagements nets au bilan	10	(2)	-	8
Effectifs concernés	624	561	1 014	2 199

Note 13 - Provisions and other long-term liabilities

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
Provisions for contingencies and charges	27	43	43
Provisions for pensions and other post-retirement benefits	109	101	110
Employee profit-sharing reserve	68	62	37
Long-term deferred tax liabilities	55	52	56
TOTAL	259	258	246

• Provisions for pensions and other post-retirement benefits

Provisions for pensions and other post-retirement benefits as of December 31, 2004 and as of June 30, 2004 can be analyzed as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	December 31, 2003	June 30, 2004
Provisions for funded defined benefit plans		
- United States, Canada, Germany	5	8
- United Kingdom	8	10
Provisions for unfunded defined benefit plans (Germany)	21	25
Provisions for retirement bonuses (France, Italy)	30	30
Provisions for medical expenses and other	37	37
TOTAL	101	110

The Group decided not to apply in 2004 National Accounting Board (CNC) recommendation 2003-R.01 of April 1, 2003 concerning the accounting treatment and valuation of retirement and other post-retirement benefit obligations. Nevertheless, the obligations of Group companies are recognized in the consolidated balance sheet in accordance with local laws and practices and the valuation methods applied comply with CNC recommendation 2003-R.01, except in Italy and in the United Kingdom, where the amount of the obligation determined in accordance with the CNC recommendation is presented below.

There are two categories of retirement plans :

• Defined contribution plans :

These exist in most European countries (France, Benelux, Central Europe, the Nordic countries, Italy, Spain and Portugal), in the United States and in the Asia-Pacific region.

These plans are funded by contributions paid to authorized agencies, which are booked as an expense.

• Defined benefit plans

These can be either :

- Funded defined benefit plans :

These plans exist in the United States, Canada, the United Kingdom, Germany and France (Transiciel).

- Unfunded defined benefit plans :

Obligations under unfunded retirement and other post-retirement benefit plans are covered by provisions recorded in the balance sheet under "Provisions for pensions and other post-retirement benefits". The main countries concerned are France, Italy, Germany, Finland, Poland, Austria, the United States and Canada.

Provisions for funded defined benefit plans in the United States, Canada and Germany can be analyzed as follows :

<i>(in millions of euros)</i>	United States	Canada	Germany	Total
Projected benefit obligation	30	110	11	151
Fair value of external funds	20	101	11	132
Gross benefit obligation	10	9	-	19
Unrecognized actuarial gains and losses	-	(10)	-	(10)
Unrecognized prior service cost	-	(1)	-	(1)
Net benefit obligation	10	(2)	-	8
Members	624	561	1,014	2,199

Concernant le Royaume-Uni, compte tenu de l'âge moyen des employés en activité au 30 juin 2004 (42 ans), la majeure partie des actifs du plan a été investie en actions. La méthode légale consiste à actualiser les engagements de retraite au taux de rendement attendu à long terme sur les actifs en portefeuille ; au cas particulier, le taux de rendement à long terme retenu sur les actifs investis en actions est de 8 %. La comparaison avec la valeur de marché des actifs en portefeuille fait ressortir un déficit de couverture qui, en application de la réglementation locale, est amorti sur la durée attendue de vie active résiduelle moyenne des salariés (environ 12 années). Les charges de retraites de la période comprennent l'amortissement semestriel de ce déficit et le coût des services rendus au titre de la période. La provision inscrite au bilan au 30 juin 2004 pour 10 millions d'euros correspond à la part non encore décaissée des coûts de retraites.

La méthode qui consiste à actualiser les engagements de retraite au taux de rendement des obligations, soit 5,75 % au 30 juin 2004, conduirait à constater un déséquilibre de 319 millions d'euros au 30 juin 2004 (contre 276 millions d'euros au 31 décembre 2003 et 365 millions d'euros au 30 juin 2003).

(en millions d'euros)

Dette actuarielle	945
Juste valeur des actifs de couverture	626
Engagements bruts	319
Ecarts actuariels non constatés	
Coûts des services passés non constatés	
Engagements nets au bilan	
EFFECTIFS CONCERNÉS	9 703

Le contrat « ASPIRE » (voir note 14) stipule des dispositions de transfert des engagements de retraites et assimilés au sein des régimes de retraites de la société Capgemini UK Plc., à l'initiative des employés. Ces engagements seront entièrement couverts à la date du transfert.

• Réserve spéciale de participation

La diminution de la réserve spéciale de participation s'explique principalement par le reclassement en part à court-terme de la dette correspondant aux droits octroyés au titre de l'exercice 1999.

Note 14 - Engagements reçus et donnés

a) Engagements reçus

(en millions d'euros)	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
Sur contrats	5	5	7
Autres	5	4	4
TOTAL	10	9	11

En Allemagne, la société IS Energy, dont le Groupe détient 25,22 %, et la société E.ON (actionnaire majoritaire d'IS Energy) sont liées par un contrat de consortium dont les termes prévoient jusqu'au 30 septembre 2006 :

- l'exercice par la société E.ON d'une option d'achat des 25,22 % d'intérêts détenus par Capgemini Deutschland Holding GmbH dans la société IS Energy,
- l'exercice par la société Capgemini Deutschland Holding GmbH d'une option de vente de sa participation dans la société IS Energy.

En cas d'exercice des options d'achat ou de vente, le montant versé ou reçu est fixé à 16 millions d'euros.

b) Engagements donnés

(en millions d'euros)	30 juin 2003	31 décembre 2003	30 juin 2004
Sur locations non résiliables	1 247	1 173	1 066
Sur contrats	35	79	99
Sur emprunts	6	13	5
Autres	36	78	73
TOTAL	1 324	1 343	1 243

In the United Kingdom, in view of the average age of active members at June 30, 2004 (42 years), the majority of the plan assets are funded by equities. The legal method consists of discounting post-employment benefits using the expected long-term rate of return on plan assets. In the Group's case, this corresponds to the expected long-term rate of return on assets funded by equities, which is currently estimated to be 8%. The deficit arising from the difference between the present value of the obligation and the market value of plan assets is amortized in accordance with local regulations, over the expected average residual working lives of the plan members (approximately 12 years). The periodic pension cost includes both the six months amortization of this deficit and the service cost for the period. The €10 million provision carried in the balance sheet as of June 30, 2004, relates to unpaid pension costs.

If the method consisting of discounting retirement and post-employment benefit obligations based on bond yields (5.75% at June 30, 2004) was applied, the plan would be underfunded by €319 million as of June 30, 2004 (versus €276 million as of December 31, 2003 and €365 million as of June 30, 2003).

(in millions of euros)

Projected benefit obligation	945
Fair value of external funds	626
Gross benefit obligation	319
Unrecognized actuarial gains and losses	
Unrecognized prior service cost	
Net benefit obligation	9,703
MEMBERS	9,703

The "ASPIRE" contract (see note 14) includes clauses providing for the transfer of pension to the Capgemini UK Plc. plans, at the request of employees. In this case, the obligations transferred will be fully funded.

• **Employee profit-sharing reserve**

The decrease in this item primarily reflects the fact that the amount due to employees in relation to 1999 has been reclassified as short-term debt.

Note 14 – Commitments received from and given to third parties

a) Commitments received

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
Contract commitments	5	5	7
Other	5	4	4
TOTAL	10	9	11

In Germany, IS Energy (25.22%-owned by the Group) and E.ON (majority shareholder of IS Energy) are bound by a consortium agreement providing for :

- The exercise by E.ON, no later than September 30, 2006, of a call option on Capgemini Deutschland Holding GmbH's 25.22% interest in IS Energy,
 - The exercise by Capgemini Deutschland Holding GmbH, no later than September 30, 2006, of a put option on its interest in IS Energy.
- Both options are exercisable at a price of €16 million.

b) Commitments given

<i>(in millions of euros)</i>	June 30, 2003	December 31, 2003	June 30, 2004
On non-cancelable leases	1,247	1,173	1,066
On contracts	35	79	99
On borrowings	6	13	5
Other	36	78	73
TOTAL	1,324	1,343	1,243

L'analyse des engagements donnés par le Groupe sur des locations non résiliables, par nature et par échéance, au 30 juin 2004 est la suivante :

(en millions d'euros)

	Matériel informatique	Bureaux	Véhicules	Autres locations non résiliables	Total
n+1	38	134	48	2	222
n+2	37	137	35	2	211
n+3	21	123	19	1	164
n+4	7	109	8	-	124
n+5	1	100	1	-	102
n+6 et années ultérieures	-	243	-	-	243
TOTAL	104	846	111	5	1 066

Les baux relatifs aux bureaux varient selon les zones géographiques, et s'étalent sur des périodes comprises entre 5 et 25 ans. La durée des contrats de véhicules s'étale de 3 à 5 ans.

Les engagements sur des locations non résiliables sont principalement donnés au Royaume-Uni (277 millions d'euros), en Amérique du Nord (225 millions d'euros), au Benelux (174 millions d'euros), en France (114 millions d'euros) et en Allemagne et Europe Centrale (99 millions d'euros).

Les engagements sur contrats correspondent principalement aux commandes d'achat à venir dans le cadre de contrats d'achats globaux, principalement au Royaume Uni.

Les autres engagements recouvrent principalement :

- des cautions fiscales données à l'occasion de contentieux fiscaux en France et en Espagne,
- des engagements sociaux en Hollande et en Suède,
- une caution relative à la mobilisation par la société Transiciel Benelux S.A. de créances commerciales auprès d'une société d'affacturage.

Engagements donnés dans le cadre de contrats d'infogérance

Dans un certain nombre de grands contrats signés par des sociétés du Groupe (en particulier les contrats "ASPIRE" signé avec Inland Revenue le 5 janvier 2004 pour un montant estimé à 3 milliards de livres Sterling et TXU signé le 17 mai 2004 pour un montant de 3,5 milliards de dollars (voir ci-dessous), le Groupe a été amené à mettre en place une garantie de performance et/ou une garantie financière.

Par ailleurs, le contrat d'infogérance signé pour 10 ans avec les sociétés TXU Energy Company LLC et Oncor Electric Delivery Company prévoit, au profit du Groupe TXU, et hors les clauses habituelles en la matière :

- une option de vente de sa participation de 2,9% dans la société Capgemini Energy LP et de certains actifs (essentiellement la plateforme informatique dont le Groupe TXU a concédé l'usage à Capgemini Energy LP pendant la durée du contrat) pour une valeur de 200 millions de dollars (sous réserve de certains ajustements). Cette option est exerçable par le Groupe TXU pendant les dix ans suivant la fin du contrat ;
- un droit de résiliation dans le cas où la notation de crédit du Groupe viendrait à être abaissée au-dessous du niveau "investment grade".

As of June 30, 2004, the Group's commitments under non-cancelable leases broke down as follows by type and maturity:

<i>(in millions of euros)</i>	Computer hardware	Offices	Vehicles	Other	Total
y+1	38	134	48	2	222
y+2	37	137	35	2	211
y+3	21	123	19	1	164
y+4	7	109	8	-	124
y+5	1	100	1	-	102
y+6 and subsequent years	-	243	-	-	243
TOTAL	104	846	111	5	1,066

Office lease terms depend on the geographic area concerned and vary between 5 and 25 years. Vehicle leases terms range from 3 to 5 years.

Commitments relating to non-cancelable leases are mainly given in the United Kingdom (€277 million), North America (€225 million), the Benelux countries (€174 million), France (€114 million) and Germany and Central Europe (€99 million).

Contract commitments consist primarily of purchase orders to be issued under global purchase contracts, mainly in the United Kingdom.

Other commitments include:

- Tax bonds provided in France and Spain in connection with reassessments,
- Employee-related commitments in the Netherlands and Sweden,
- A bond provided in connection with the sale of trade receivables by Transiciel Benelux S.A. to a factoring company.

Outsourcing commitments

In various large contracts signed by Group entities (in particular the "ASPIRE" contract signed with Inland Revenue on January 5, 2004 for an estimated amount of £ 3 billion and the TXU contract signed on May 17, 2004 for an amount of \$ 3.5 billion (see below), the Group has provided a performance and/or a financial guarantee.

In addition, the 10-year outsourcing contract signed with TXU Energy Company LLC and Oncor Electric Delivery Company provides, in favor of the TXU Group, and besides the standard clauses, for the following provisions:

- a put option on its 2.9% interest in Capgemini Energy LP and certain related assets (essentially the IT platform owned by the TXU Group and used by Capgemini Energy LP for the term of the contract), for an amount of \$200 million (subject to certain adjustments). This option is exercisable by the TXU Group during the 10 years following the end of the contract;
- a termination right of the contract in the event the Group's corporate credit rating is lowered below investment grade.

c) Autres engagements

Les accords signés au titre de l'acquisition des activités conseil d'Ernst & Young stipulent que les anciens associés d'Ernst & Young qui exerçaient leur activité dans le domaine du conseil sont devenus des salariés du Groupe Capgemini et bénéficient à cet effet d'un contrat de travail. Au cas où ces personnes devenues salariées du Groupe décident de le quitter avant un certain délai, elles sont tenues de restituer ainsi tout ou partie des actions reçues au titre de l'apport, le nombre d'actions restituées étant fonction de la cause du départ et de la date de celui-ci.

Cap Gemini S.A., l'ensemble de ses filiales et toute société contrôlée directement ou indirectement à 50 % ou plus sont assurées pour les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale et professionnelle pouvant leur incomber en raison de leurs activités au sein d'un programme mondial organisé en plusieurs lignes placées auprès de différentes compagnies d'assurance. Ce programme est revu et ajusté périodiquement pour tenir compte de l'évolution du chiffre d'affaires, des activités exercées et des risques encourus. A hauteur de 20 millions d'euros, ce programme est couvert par l'intermédiaire d'une société Captive de ré-assurance consolidée dont les engagements sont couverts ou ré-assurés en totalité.

Le 26 juin 2003, Cap Gemini S.A. a cédé pour un montant de 74 millions d'euros à un établissement de crédit une créance de 90 millions d'euros détenue sur le Trésor Public, résultant de l'option de report en arrière (carry-back) du déficit fiscal français généré au titre de l'exercice 2002. Aux termes du contrat de cession, Cap Gemini S.A. s'est engagée à indemniser le cessionnaire à hauteur de toute différence qui serait constatée entre le montant de la créance cédée et le montant effectivement recouvrable auprès du Trésor Public, et ce pour une période allant jusqu'au 30 juin 2011.

En date du 20 octobre 2003, la société Cap Gemini S.A. a lancé une Offre Publique d'Echange visant les actions de la société Transiciel, par laquelle les actionnaires de Transiciel se voient proposer par Cap Gemini d'échanger leurs actions selon l'une des deux options suivantes :

- 1ère branche : une parité d'échange de 1 action Capgemini à émettre pour 3 actions Transiciel.
- 2ème branche : une parité de 5 actions Capgemini à émettre et 16 bons d'attribution d'actions nouvelles Capgemini pour 16 actions Transiciel.

La seconde option comporte un mécanisme de complément de prix se traduisant par l'attribution d'actions Capgemini supplémentaires conditionnée à l'atteinte par le nouvel ensemble Sogeti/Transiciel d'objectifs de résultat au cours des deux prochaines années. Ce mécanisme de complément de prix est détaillé dans la note d'information ayant reçu le visa de la COB n°03-935 en date du 29 octobre 2003. Sous réserve de réalisation de ces objectifs, chaque bon d'attribution d'actions donnera droit à l'attribution au profit de son titulaire d'une quotité d'actions nouvelles Capgemini, jouissance 1er janvier 2006, soit un maximum de 508 600 actions. Les actions nouvelles ainsi créées, valorisées à 35,44 euros (cours de bourse du 18 décembre 2003, date de l'Assemblée Générale Extraordinaire ayant approuvé l'opération), ne seront comptabilisées qu'au moment de leur émission, ce qui induira dans les comptes consolidés un ajustement corrélatif de l'écart d'acquisition initial trouvant sa contrepartie dans les capitaux propres consolidés du Groupe.

Le 28 juin 2004, Cap Gemini S.A. a cédé pour un montant de 33 millions d'euros à un établissement de crédit une créance complémentaire de carry back de 39 millions d'euros détenue sur le Trésor Public, résultant d'un accroissement des bénéfices d'imputation sur lesquels a été reporté le déficit fiscal français de l'exercice 2002. Aux termes du contrat de cession, Cap Gemini S.A. s'est engagée à indemniser le cessionnaire à hauteur de toute différence qui serait constatée entre le montant de la créance cédée et le montant effectivement recouvrable auprès du Trésor Public, et ce pour une période allant jusqu'au 30 juin 2011.

Note 15 - Effectifs

Les effectifs en fin de période se répartissent entre les principales zones géographiques du Groupe de la manière suivante :

Effectifs en fin de période	30 juin 2003		31 décembre 2003		30 juin 2004	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	8 943	18	7 914	14	7 285	13
Royaume-Uni et Irlande	6 522	13	6 496	12	6 485	12
Pays Nordiques	3 910	8	3 672	7	3 553	6
Benelux	7 987	16	8 540	15	8 347	15
Allemagne et Europe Centrale	2 911	6	3 055	5	3 284	6
France	13 030	27	18 442	33	18 572	34
Europe du Sud	4 559	9	5 404	10	5 178	9
Asie-Pacifique	1 549	3	2 053	4	2 467	5
TOTAL	49 411	100	55 576	100	55 171	100

c) Other commitments

Under the terms of the agreements signed in connection with the acquisition of the Ernst & Young consulting businesses, former partners of Ernst & Young who worked in the consulting businesses became employees of the Group and as such have employment contracts. If any of these employees decides to leave the Group within a specific period, they are required to return all or some of the shares received at the time of sale of the Ernst & Young consulting businesses to Capgemini. The number of shares to be returned depends on the reason for and timing of the new employee's departure.

Cap Gemini S.A. as well as all subsidiaries and any companies at least 50%-owned, either directly or indirectly, are insured for possible financial losses resulting from general or professional liability claims arising in the course of their business. The coverage has been taken out with several different insurance companies as part of a worldwide insurance program. The program is reviewed and adjusted periodically to take into account any changes in the Group's revenues, businesses and risks.

€20 million of this program is covered by a consolidated captive reinsurance entity whose commitments are totally covered or re-insurance.

On June 26, 2003, Cap Gemini S.A. sold to a credit institution for €74 million a €90 million tax credit recognized on the carry-back of the 2002 French tax loss. Under the sale agreement, Cap Gemini S.A. undertook to compensate the buyer for any difference between the amount of the credit sold and the amount effectively payable by the French Treasury. This undertaking expires on June 30, 2011.

On October 20, 2003 Cap Gemini S.A. filed a public exchange offer to acquire all of the outstanding share capital of Transiciel, in which Transiciel shareholders were offered to exchange their shares under one of the two following options:

- Option 1 : an exchange ratio of 1 new Capgemini share issued for every 3 Transiciel shares;
- Option 2 : an exchange ratio of 5 Capgemini shares to be issued, plus 16 warrants giving entitlement for up to 1 new Capgemini share, for 16 Transiciel shares.

Option 2 includes an earn-out mechanism which would allow Transiciel shareholders to receive additional Capgemini shares subject to the Sogeti/Transiciel grouping attaining certain earnings targets over the next two years. This earn-out mechanism is described in the prospectus which was approved by the "Commission des Opérations de Bourse" under visa n°. 03-935 on October 29, 2003. If the targets under Option 2 are met by the Sogeti/Transiciel new entity, shareholders who have chosen Option 2 would be entitled to receive a maximum of 508,600 new Capgemini shares – with a dividend entitlement accrual date of January 1, 2006. The new shares thus created are valued at €35.44 each based on the market price on December 18, 2003, the date of the Extraordinary Shareholders' Meeting which approved the transaction. They will only be recognized in the accounts when they are actually issued, which will lead to an adjustment in the consolidated financial statements to the initial goodwill recognized on the transaction, with the contra-entry recorded under consolidated shareholders' equity.

On June 28, 2004, Cap Gemini S.A. sold an additional €39 million carry-back tax credit to a credit institution, for €33 million. The additional credit arose from an increase in the taxable income against which the 2002 French tax loss was carried back. Under the sale agreement, Cap Gemini S.A. undertook to compensate the buyer for any difference between the amount of the credit sold and the amount effectively payable by the French Treasury. This undertaking expires on June 30, 2011.

Note 15 – Number of employees

The number of employees at the period-end by geographic area can be analyzed as follows:

Number of employees at period-end	June 30, 2003		December 31, 2003		June 30, 2004	
	Employees	%	Employees	%	Employees	%
North America	8,943	18	7,914	14	7,285	13
United Kingdom and Ireland	6,522	13	6,496	12	6,485	12
Nordic countries	3,910	8	3,672	7	3,553	6
Benelux	7,987	16	8,540	15	8,347	15
Germany and Central Europe	2,911	6	3,055	5	3,284	6
France	13,030	27	18,442	33	18,572	34
Southern Europe	4,559	9	5,404	10	5,178	9
Asia-Pacific	1,549	3	2,053	4	2,467	5
TOTAL	49,411	100	55,576	100	55,171	100

Note 16 - Activité par zone géographique

La décomposition du chiffre d'affaires, des résultats d'exploitation, de la marge d'exploitation ainsi que des actifs immobilisés et des comptes clients et comptes rattachés par zone géographique est la suivante :

Chiffre d'affaires <i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2003		1^{er} semestre 2003		1^{er} semestre 2004	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Amérique du Nord	1 715	30	933	31	660	22
Royaume-Uni et Irlande	1 016	18	522	17	536	18
Pays Nordiques	377	6	199	7	191	7
Benelux	762	13	393	13	415	14
Allemagne et Europe Centrale	437	8	210	7	225	8
France	1 066	18	568	19	745	25
Europe du Sud	285	5	153	5	156	5
Asie-Pacifique	96	2	45	1	42	1
TOTAL	5 754	100	3 023	100	2 970	100

Résultat d'exploitation <i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2003	1^{er} semestre 2003	1^{er} semestre 2004
	Amérique du Nord	41	28
Royaume-Uni et Irlande	36	15	(9)
Pays Nordiques	(4)	(6)	(7)
Benelux	72	33	21
Allemagne et Europe Centrale	20	6	7
France	24	19	12
Europe du Sud	(37)	(14)	(11)
Asie-Pacifique	3	-	(1)
TOTAL	155	81	(20)

Marge d'exploitation <i>(en %)</i>	Exercice 2003	1^{er} semestre 2003	1^{er} semestre 2004
	Amérique du Nord	2,4	3,0
Royaume-Uni et Irlande	3,5	2,9	(1,7)
Pays Nordiques	(1,1)	(3,0)	(3,7)
Benelux	9,4	8,4	5,0
Allemagne et Europe Centrale	4,6	2,9	3,1
France	2,3	3,4	1,6
Europe du Sud	(13,0)	(9,2)	(7,0)
Asie-Pacifique	3,1	-	(2,4)
TOTAL	2,7	2,7	(0,7)

Note 16 - Geographic segment information

Operating revenue, operating income, operating margin, fixed assets and trade accounts and notes receivable by geographic area are as follows:

	Full year 2003		First half 2003		First half 2004	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%
Operating revenue <i>(in millions of euros)</i>						
North America	1,715	30	933	31	660	22
United Kingdom and Ireland	1,016	18	522	17	536	18
Nordic countries	377	6	199	7	191	7
Benelux	762	13	393	13	415	14
Germany and Central Europe	437	8	210	7	225	8
France	1,066	18	568	19	745	25
Southern Europe	285	5	153	5	156	5
Asia-Pacific	96	2	45	1	42	1
TOTAL	5,754	100	3,023	100	2,970	100

	Full year 2003	First half 2003	First half 2004
Operating income (loss) <i>(in millions of euros)</i>			
North America	41	28	(32)
United Kingdom and Ireland	36	15	(9)
Nordic countries	(4)	(6)	(7)
Benelux	72	33	21
Germany and Central Europe	20	6	7
France	24	19	12
Southern Europe	(37)	(14)	(11)
Asia-Pacific	3	-	(1)
TOTAL	155	81	(20)

	Full year 2003	First half 2003	First half 2004
Operating margin <i>(in %)</i>			
North America	2.4	3.0	(4.8)
United Kingdom and Ireland	3.5	2.9	(1.7)
Nordic countries	(1.1)	(3.0)	(3.7)
Benelux	9.4	8.4	5.0
Germany and Central Europe	4.6	2.9	3.1
France	2.3	3.4	1.6
Southern Europe	(13.0)	(9.2)	(7.0)
Asia-Pacific	3.1	-	(2.4)
TOTAL	2.7	2.7	(0.7)

Actif immobilisé <i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003		31 décembre 2003		30 juin 2004	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Amérique du Nord	313	15	275	11	287	11
Royaume-Uni et Irlande	582	27	576	24	640	26
Pays Nordiques	113	5	111	5	113	5
Benelux	472	22	466	19	587	24
Allemagne et Europe Centrale	185	9	171	7	182	7
France	403	19	747	31	649	26
Europe du Sud	57	3	51	3	31	1
Asie-Pacifique	10	-	11	-	12	-
TOTAL	2 135	100	2 408	100	2 501	100

Clients et comptes rattachés (net) <i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2003		31 décembre 2003		30 juin 2004	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Amérique du Nord	303	22	226	17	206	14
Royaume-Uni et Irlande	184	13	182	14	219	15
Pays Nordiques	60	4	64	5	75	5
Benelux	213	15	177	13	216	15
Allemagne et Europe Centrale	118	8	115	8	130	9
France	382	27	453	34	475	33
Europe du Sud	141	10	119	8	118	8
Asie-Pacifique	15	1	10	1	11	1
TOTAL	1 416	100	1 346	100	1 450	100

	June 30, 2003		December 31, 2003		June 30, 2004	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%
Fixed assets						
<i>(in millions of euros)</i>						
North America	313	15	275	11	287	11
United Kingdom and Ireland	582	27	576	24	640	26
Nordic countries	113	5	111	5	113	5
Benelux	472	22	466	19	587	24
Germany and Central Europe	185	9	171	7	182	7
France	403	19	747	31	649	26
Southern Europe	57	3	51	3	31	1
Asia-Pacific	10	-	11	-	12	-
TOTAL	2,135	100	2,408	100	2,501	100

	June 30, 2003		December 31, 2003		June 30, 2004	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%
Trade accounts and notes receivable (net)						
<i>(in millions of euros)</i>						
North America	303	22	226	17	206	14
United Kingdom and Ireland	184	13	182	14	219	15
Nordic countries	60	4	64	5	75	5
Benelux	213	15	177	13	216	15
Germany and Central Europe	118	8	115	8	130	9
France	382	27	453	34	475	33
Southern Europe	141	10	119	8	118	8
Asia-Pacific	15	1	10	1	11	1
TOTAL	1,416	100	1,346	100	1,450	100

